

## ABONNEZ-VOUS



## VEILLE SECTORIELLE

---

**Achats Publics** - Action éducative/Restauration scolaire -  
**Action internationale/Europe**  
**Aménagement et développement des territoires** - **Culture**  
**Droit public / Citoyenneté/ Institutions / Collectivités territoriales**  
**Economie** - **Environnement**  
**Finances publiques/Gestion locale**  
**Fonction publique/Statut** - **Formation**  
**Information/Communication/TIC**  
**Outre-Mer** - **Ressources humaines/Management**  
**Sécurité civile - Sécurité publique** - **Sciences Humaines/Société**  
**Social/Santé** - **Sport/Loisirs/Tourisme**  
**Travail/Emploi**  
**Urbanisme/Transports/Logement**

## NOS NOUVELLES ACQUISITIONS

## ACHATS PUBLICS

### **Transiger pour solder un contentieux contractuel**

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 27/04/2026, n° 2813

<https://www.lagazettedescommunes.com/1033997/transiger-pour-solder-un-contentieux-contractuel-en-6-etapes>

En matière de contentieux contractuel, la transaction n'est valide qu'à la condition que chaque partie consente à abandonner une part réelle de ses prétentions initiales. Elle doit être autorisée par l'assemblée délibérante, sauf délégation de compétence, dans les conditions et limites prévues par la loi. Rappel des règles applicables avec Bastien David, avocat spécialiste des contrats publics.

### **Nouveau mandat, nouvelle commission d'appel d'offres**

Techni.cités, 04/2026, n° 392, p. 48-50

La Commission d'appel d'offres se compose de membres à voix délibérative issus de l'assemblée délibérante. Au renouvellement de cette dernière, ses membres doivent être à nouveau désignés. Quelles sont les modalités de renouvellement et quel est son rôle dans une procédure de marchés publics ?

## ACTION ÉDUCATIVE / RESTAURATION SCOLAIRE

### Education

#### **Harcèlement, la souffrance des élèves, le désarroi du personnel**

##### **L'ordinaire des violences à l'école**

Monde diplomatique (Le), 05/2026

<https://www.monde-diplomatique.fr/2026/05/DERKAOU/69512>

La récente condamnation en appel d'une professeure reconnue coupable d'humiliations répétées à l'encontre d'une élève a fait ressortir la complexité des situations de harcèlement scolaire. Si les pouvoirs publics luttent contre ce type de violence, ils en ont une conception limitée et figée, qui empêche peut-être d'en percevoir les racines profondes.

#### **Les stages d'observation en question**

Figaro (Le), 27/04/2026, p. 23

Depuis 2022, au moins trois adolescents sont morts des suites d'un accident lors d'un stage d'observation, dont deux en moins d'un an.

#### **Périscolaire : vers un plan Marshall des collectivités contre les violences sexuelles**

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 27/04/2026, n° 2813, p.12-13

Du plan parisien contre les dérives du périscolaire à la nomination d'une déléguée à la protection des enfants à l'école, les mesures se multiplient pour conjurer le risque d'affaires d'agression sexuelle.

[☞ Retour sommaire](#)

## **Des ressources locales pour la santé sexuelle des jeunes - Prévention - Gironde - Expérience**

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 27/04/2026, n° 2813, p. 48

Pour parler d'éducation sexuelle, les agents du conseil départemental vont à la rencontre des collégiens.

## **"Adolescence" : l'impitoyable portrait de la parentalité moderne / ROHMER THOMAS**

Ecole des parents (L'), 04/2026, n° Hors-série 10, p. 56-59

Non, même les bons" parents, et c'est leur drame, ne peuvent pas maîtriser le devenir de leur enfant. C'est ce qu'illustre la série britannique "Adolescence" diffusée en mars 2025. Un appel à la responsabilité collective envers les jeunes générations ?

## **Restauration collective**

### **Restauration collective : l'État appelle ses acheteurs à respecter les objectifs de la loi Egalim**

Weka.fr, 16/04/2026

<https://www.weka.fr/actualite/commande-publique/article/restauration-collective-l-etat-appelle-ses-acheteurs-a-respecter-les-objectifs-de-la-loi-egalim-213100/>

Dans une circulaire en date du 31 mars 2026, le Premier ministre, Sébastien Lecornu, fustige « un retard incompréhensible » de l'État dans l'atteinte des objectifs Egalim en restauration collective. Il observe que les collectivités locales respectent davantage les seuils imposés par la loi Egalim en 2018 (50 % de produits de qualité dont 20 % de bio).

[https://www.legifrance.gouv.fr/download/file/pdf/cir\\_45655/CIRC](https://www.legifrance.gouv.fr/download/file/pdf/cir_45655/CIRC)

### **Cantines scolaires : le Conseil d'État annule le décret sur l'interdiction du plastique, le gouvernement promet une loi**

Banquedesterritoires.fr, 13/04/2026

<https://www.banquedesterritoires.fr/cantines-scolaires-le-conseil-detat-annule-le-decret-sur-linterdiction-du-plastique-le-gouvernement>

Une décision du Conseil d'État du 8 avril 2026 a rendu caduque l'interdiction des contenants en plastique dans les restaurants scolaires, en annulant le décret d'application de janvier 2025 pour vice de procédure européen. Si le syndicat des plasturgistes Plastalliance crie victoire, le ministre délégué à la Transition écologique assure que le gouvernement soutiendra une proposition de loi déposée dès mars 2025 pour sécuriser juridiquement le dispositif.

<https://www.conseil-etat.fr/fr/arianeweb/CE/decision/2026-04-08/502935>

### **Restauration collective : « L'arrêt du Conseil d'État ne remet pas en cause l'interdiction des contenants en plastique »**

Lagazettedescommunes.com – Club Education et vie scolaire, 14/04/2026

<https://www.lagazettedescommunes.com/1033030/restauration-collective-larret-du-conseil-detat-ne-remet-pas-en-cause-linterdiction-des-contenants-en-plastique/?abo=1>

Saisi par le syndicat professionnel Plastalliance, le Conseil d'État a annulé le décret du 28 janvier 2025 qui définit les contenants alimentaires de cuisson, de réchauffe et de service en restauration collective. Emma Babin, avocate associée au cabinet Gossement Avocats, décortique cette décision et son impact pour les collectivités territoriales.

[Retour sommaire](#)

## AMÉNAGEMENT ET DÉVELOPPEMENT DES TERRITOIRES

### **Sécurité des ponts : comment sortir de l'urgence grâce à la nouvelle gestion patrimoniale ? (1)**

Lagazettedescommunes.com – Club Techni.cités, 24/04/2026

<https://www.lagazettedescommunes.com/1031388/securite-des-ponts-comment-sortir-de-lurgence-grace-a-la-nouvelle-gestion-patrimoniale-1/?abo=1>

Face au vieillissement inéluctable du parc d'ouvrages d'art français, la transition d'une maintenance curative subie vers une gestion patrimoniale préventive est un impératif de sécurité publique. Ce premier volet d'un dossier en quatre parties pose le socle de la démarche : l'état des lieux national, le cadre réglementaire et normatif (ITSEOA, Eurocodes), la gouvernance au sens de la loi MOP, et la structuration de l'inventaire par l'indice socio-économique.

### **Le changement climatique menace aussi les ponts**

Techni.cités, 04/2025, n° 392, p. 10-11

Les départements ont réduit leurs dépenses d'entretien et d'investissement des ponts de 9% en 2024. Or, avec le changement climatique, leur vieillissement pourrait s'accélérer et les dégâts se multiplier.

### **L'essor du commerce populaire dans les centralités commerciales en difficulté**

Urbanisme, 22/04/2026

<https://www.urbanisme.fr/bruits-de-ville/lessor-du-commerce-populaire-dans-les-centralites-commerciales-en-difficulte/>

Plébiscité par les consommateurs pour ses prix accessibles, le commerce populaire ne séduit plus uniquement les ménages aux revenus modestes. Une dynamique qui implique de plus en plus d'acteurs, au-delà des géants du discount, et tend à former de véritables centralités commerciales dans certains territoires.

### **Aménagement. La fiducie, un outil qui porte les projets des petites communes**

Lagazettedescommunes.com – Club Techni.cités, 20/04/2026, n° 2812, p. 48-49

<https://www.lagazettedescommunes.com/1033528/la-fiducie-un-outil-qui-porte-les-projets-des-petites-communes/?abo=1>

La fiducie permet de dégager du foncier public pour porter des opérations, de limiter le niveau d'endettement des communes et de trouver des financements.

### **Vacance commerciale : une lutte multiforme et sans garantie**

Urbanisme, 01/04/2026

<https://www.urbanisme.fr/bruits-de-ville/vacance-commerciale-une-lutte-multiforme-et-sans-garantie/>

En France, la vacance commerciale pointe à 11 % et la lutte s'organise : outils d'incitation, action foncière, accompagnement des commerçants, aménagement, campagne de communication... Si les résultats sont là, des obstacles structurels persistent.

### **Ce que les oiseaux nous disent de la densité urbaine**

Techni.cités, 04/2026, n° 392, p. 23

Quel est l'impact des formes urbaines sur la biodiversité à l'échelle du quartier ? Le Puca, service interministériel en charge de recherche et d'expérimentation dans les domaines de l'aménagement des territoires et de la construction notamment, a tenté d'y répondre.

[☞ Retour sommaire](#)

## **Adapter les bâtiments publics aux vagues de chaleur [Dossier]**

Techni.cités, 04/2025, n° 392, p. 13-19

Dossier :

- S'appuyer sur des études et un diagnostic
- Approfondir la conception
- Priorité aux solutions passives
- Des stratégies adaptatives

## **CULTURE**

### **Les bibliothèques et médiathèques de France, plus de 100 millions d'entrées, mais un succès fragilisé**

Lemonde.fr, 24/04/2026

[https://www.lemonde.fr/economie/article/2026/04/24/les-bibliotheques-et-mediathèque-de-france-plus-de-100-millions-d-entrees-mais-un-succes-fragilise\\_6683067\\_3234.html?search-type=classic&ise\\_click\\_rank=1](https://www.lemonde.fr/economie/article/2026/04/24/les-bibliotheques-et-mediathèque-de-france-plus-de-100-millions-d-entrees-mais-un-succes-fragilise_6683067_3234.html?search-type=classic&ise_click_rank=1)

Ce réseau unique de 15 500 espaces culturels de proximité – libres d'accès, pour tout public –, connaît une hausse continue de sa fréquentation, provoquant certains problèmes.

### **Sorties culturelles : pour quoi, pour qui et comment ? [Dossier]**

Journal de l'animation (Le), 05/2026, n° 257, p. 23-33

Une visite, une oeuvre, un artiste, une rencontre. . . et, soudain, des regards qui s'illuminent, des émotions, des questions qui fusent. . . Les sorties culturelles ne sont pas des activités bonus : elles doivent être au coeur du projet pédagogique. Elles ouvrent les jeunes au monde, développent leur curiosité, leur esprit critique et leurs repères culturels. Encore faut-il les penser, les préparer et les prolonger.

Ce dossier vous donne des clés pour transformer chaque sortie culturelle en expérience pédagogique : pourquoi sortir, comment choisir sa destination, avec qui construire. . .et surtout, comment faire pour qu'elle laisse une trace durable chez les jeunes et au sein de l'équipe ?

### **L'IA va-t-elle tuer la notion de création culturelle ?**

TheConversation.com, 26/04/2026

<https://theconversation.com/lia-va-t-elle-tuer-la-notion-de-creation-culturelle-267039>

L'idéal des années 1960 s'est retourné en un paradoxe contemporain : plus la culture circule librement, moins les auteurs peuvent revendiquer la propriété de leurs œuvres. Le champ culturel a connu durant les quarante dernières années la révolution du numérique puis celle de l'intelligence artificielle générative. Le support physique est devenu quasiment obsolète, le fichier numérique de l'or. Retour historique sur les mutations des industries culturelles.

### **L'intervention culturelle dans les territoires ruraux : enquête en Auvergne-Rhône-Alpes**

Observatoire des politiques culturelles, 23/04/2026

<https://www.observatoire-culture.net/intervention-culturelle-dans-les-territoires-ruraux/>

Quelles sont les modalités de soutien à la culture des communes et intercommunalités rurales ? Comment se structure la vie culturelle dans les territoires à faible densité ? L'enquête de l'OPC, menée en 2024 et 2025 auprès d'un panel de collectivités en Auvergne Rhône-Alpes, met en lumière des dynamiques variées.

[☞ Retour sommaire](#)

## **Des bibliothèques à l'épreuve de leurs milieux géographiques : entre adaptation et dépassement [dossier]**

Bulletin des bibliothèques de France, 12/2025, n° 2025-2, p. 17-67

<https://bbf.enssib.fr/2025-2-des-bibliotheques-a-l-epreuve-de-leurs-milieux-geographiques-entre-adaptation-et-depassement>

Sommaire

- Répondre aux besoins d'un département aux multiples facettes géographiques : le défi de la biblio64
- La bibliothèque de l'université du littoral Côte d'Opale (BULCO), un SCD côtier étendu
- Une ruralité solidaire : la coopération comme boussole du développement culturel et des bibliothèques en Mayenne
- « Mondes en réduction » : les bibliothèques des îles bretonnes du Ponant
- En direct du japon : les impacts des catastrophes naturelles sur les bibliothèques
- Une bibliothèque sur un archipel : le SCD de l'Université de la Polynésie française
- Des bibliothèques premières de cordée : accompagner le changement climatique dans les Alpes du Nord
- Écrire les territoires en transitions : des ateliers de « science slamée » à la bibliothèque
- Faire face aux aléas géographiques et climatiques dans la conception d'espaces de conservation

## **Plan interministériel pour la liberté de création**

Ministère de la culture, 23/04/2026

<https://www.culture.gouv.fr/rechercher-une-publication-du-ministere-de-la-culture/documentation-administrative/plan-interministeriel-pour-la-liberte-de-creation>

Les atteintes à la liberté de création touchent toutes les disciplines artistiques. Pour y répondre, le ministère de la Culture publie un plan interministériel visant à soutenir les acteurs culturels, en lien avec les collectivités, à mieux documenter ces atteintes et à adapter l'action publique.

<https://www.culture.gouv.fr/rechercher-une-publication-du-ministere-de-la-culture/documentation-administrative/un-guide-juridique-et-pratique-sur-la-liberte-de-creation>

## **Repenser les flux touristiques : une tendance pour aujourd'hui, une nécessité pour demain**

Localtis.info, 27/04/2026

<https://www.banquedesterritoires.fr/repenser-les-flux-touristiques-une-tendance-pour-aujourd'hui-une-necessite-pour-demain>

Dans un nouveau "cahier de tendances", Paris & co se penche sur les grandes tendances du tourisme d'aujourd'hui et de demain. Au cœur des problématiques et des solutions proposées : créer de nouveaux circuits touristiques pour faire évoluer les flux dans leur dimension spatiale comme temporelle.

[☞ Retour sommaire](#)

## DROIT PUBLIC / CITOYENNETE / INSTITUTIONS / COLLECTIVITES TERRITORIALES

**« Monsieur le Président, protéger les lanceurs d'alerte est une exigence démocratique » / AOUIMEUR HOURIA**

Liberation.fr, 28/04/2026

[https://www.liberation.fr/idees-et-debats/tribunes/monsieur-le-president-protoger-les-lanceurs-dalerte-est-une-exigence-democratique-par-houria-aouimeur-20260428\\_WAB3ZLTZ2NBLRI2FDZFFQKQ4ZLE/](https://www.liberation.fr/idees-et-debats/tribunes/monsieur-le-president-protoger-les-lanceurs-dalerte-est-une-exigence-democratique-par-houria-aouimeur-20260428_WAB3ZLTZ2NBLRI2FDZFFQKQ4ZLE/)

La lanceuse d'alerte Houria Aouimeur interpelle Emmanuel Macron sur les représailles subies par ceux qui dénoncent des atteintes à l'intérêt général. Face à l'inaction de l'Etat, elle annonce la création d'un fonds de dotation européen destiné à les accompagner.

**Protection des lanceurs d'alerte : « La loi est bien jolie sur le papier mais ne répond strictement pas aux besoins »**

Liberation.fr, 28/04/2026

[https://www.liberation.fr/societe/protection-des-lanceurs-dalerte-la-loi-est-bien-jolie-sur-le-papier-mais-ne-repond-strictement-pas-aux-besoins-20260428\\_UCKOKBSQD5DGBIGNDOWMSPYKCM/](https://www.liberation.fr/societe/protection-des-lanceurs-dalerte-la-loi-est-bien-jolie-sur-le-papier-mais-ne-repond-strictement-pas-aux-besoins-20260428_UCKOKBSQD5DGBIGNDOWMSPYKCM/)

Depuis son adoption en 2022, aucun individu concerné n'a pu bénéficier de l'accompagnement financier prévu par le texte. «Libé» s'est entretenu avec ces ex-employés qui, des années plus tard, doivent affronter seuls les déboires judiciaires et les représailles.

**« Le débat sur la décentralisation doit être repolitisé » [Entretien] / LEMOUZY**

Laurence, POULET Hervé

Pouvoirs locaux, 01/04/2026, n° 130

<https://www.revuepouvoirslocaux.fr/fr/article/le-debat-sur-la-decentralisation-doit-etre-repolitise-4174>

Entretien avec M. Jean-Pierre Balligand Membre honoraire du Parlement, ancien président du conseil départemental de l'Aisne, ancien président de l'Institut de la gouvernance territoriale et de la décentralisation (IGTD), membre du Conseil scientifique de l'IGTD.

**Municipales. Les agents territoriaux, des élus locaux comme les autres ?**

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 27/04/2026, n° 2813

<https://www.lagazettedescommunes.com/1034031/les-agents-territoriaux-des-elus-locaux-comme-les-autres/>

Lors du dernier scrutin municipal, de nombreux agents territoriaux ont remporté les suffrages et enfilé l'écharpe tricolore. La double vie de ces agents, pourtant fins connaisseurs de l'action publique locale et de ses enjeux, n'est toutefois pas un long fleuve tranquille.

**Début de mandat - L'adoption du nouveau règlement intérieur**

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 20/04/2026, n° 2812, p. 58-59

Chaque commune de 1 000 habitants et plus est dans l'obligation d'élaborer, dans les six mois de l'installation du conseil municipal, un règlement intérieur.

[Retour sommaire](#)

## **Actualité du droit des propriétés publiques**

Actualité Juridique. Droit Administratif, 27/04/2026, n° 16/2026, p. 819-849

Le code général de la propriété des personnes publiques, dont la partie législative est entrée en vigueur le 1er juillet 2006, n'a pas révolutionné les équilibres d'une matière ancienne structurée autour de piliers qui demeurent en place. Il n'a ainsi pas mis fin à « l'hypertrophie » du domaine public immobilier, pas plus qu'il n'a donné lieu à un contentieux très abondant, même si une analyse d'ensemble dudit contentieux offre de précieux enseignements. Ce code n'a pas davantage réglé d'importantes questions pratiques et théoriques, qu'on songe en particulier à la détermination exacte des droits entrant dans son périmètre ou encore à la notion d'utilisation conforme du domaine public.

Au sommaire :

- Le domaine public nouveau n'est pas arrivé. Philippe Yolka
- L'utilisation conforme du domaine public. Jean-François Giacuzzo
- A propos des "droits" appartenant aux personnes publiques (CGPP, Art. L.1) : quelques réflexions pour sortir de l'artificiel. Christophe Roux
- Deux décennies de contentieux du Code général de la propriété des personnes publiques. Fanny Tarlet

## **Laïcité - Port de signe religieux d'un élu : un juge des référés à contre-courant**

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 20/04/2026, n° 2812, p. 53

Dans une ordonnance du 18 mars 2026, le juge des référés du tribunal administratif de Dijon va à l'encontre de la jurisprudence en vigueur sur le port de signe religieux d'un élu [TA de Dijon, 18 mars 2026, req. n° 2601086].

## **Les élus européens dans les conseils municipaux français / COURCELLE Thibault, GOUARD David**

Pouvoirs locaux, 01/04/2026, n° 130, p. 92-98

Depuis le traité de Maastricht, les citoyens de l'Union européenne résidant en France disposent du droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales. Pourtant, cette catégorie d'élus demeure encore largement méconnue, tant du point de vue de ses caractéristiques sociales que des conditions d'exercice du mandat. À partir de données quantitatives inédites et d'enquêtes de terrain, cet article propose, au lendemain des élections municipales de mars 2026, d'éclairer les modalités d'accès à ces fonctions électives, les inégalités qui les structurent ainsi que les expériences concrètes de ces conseillers municipaux européens. Il met ainsi en lumière une forme spécifique de participation politique, située à l'intersection des dynamiques locales et du projet européen.

## **Maire - dir'cab - DGS, un trio à revoir à l'aube du nouveau mandat ?**

Courrier des maires et des élus locaux (Le), 04/2026, n° 388, p. 8-10

Nouveau mandat, nouvelle gouvernance pour le trio maire-cabinet-direction des services ? Le triumvirat voit son périmètre et son mode d'action souvent questionnés, voire même aujourd'hui, revisités.

## **"Les dysfonctionnements de la démocratie locale impactent les élus" - Entretien avec Manon Loisel et Nicolas Rio, consultants en politiques publiques territoriales**

Courrier des maires et des élus locaux (Le), 04/2026, n° 388, p. 14-16

"Si l'on veut démocratiser l'action publique locale, il faut travailler sur le déficit de représentativité des élus et la place des contre-pouvoirs". . .

"Un pouvoir exécutif local fort ne peut être démocratique sans contre-pouvoirs forts, en interne comme en dehors de la collectivité"

[Retour sommaire](#)

## **Conflits d'intérêts dans les assemblées locales : les apports de la loi du 22 décembre 2025 / LACAZE Emiliy**

Pouvoirs locaux, 01/04/2026, n° 130, p. 87

La loi du 22 décembre 2025 relative au statut de l'élu local reconfigure en profondeur le droit des conflits d'intérêts dans les assemblées locales. En mettant fin aux conflits d'intérêts public/public, en redéfinissant les règles applicables aux élus siégeant dans des organismes tiers — notamment au regard de la perception d'avantages et des situations liées à la commande publique — et en assouplissant l'infraction de prise illégale d'intérêts, le législateur entend sécuriser l'exercice des mandats locaux. Cette réforme, si elle clarifie certaines situations, notamment celles liées au cumul de mandats publics et à la participation des élus aux délibérations, soulève néanmoins de nouvelles interrogations quant à son interprétation, en particulier sur l'appréciation de l'atteinte effective à l'impartialité, le rôle du juge et la portée des nouvelles causes d'exonération.

## **Le Maire, personnage clef d'une gouvernance locale exigeante et évolutive / SERGUES Bertrand**

Pouvoirs locaux, 01/04/2026, n° 130, p. 79-86

La fonction de maire occupe une place centrale dans l'organisation administrative et politique française. À la fois représentant de l'État et exécutif de la commune, le maire se trouve au croisement de logiques institutionnelles distinctes qu'il lui appartient de concilier dans l'exercice quotidien de ses responsabilités. L'évolution du cadre normatif, la transformation des attentes des administrés et la recombinaison des échelles de décision ont profondément modifié les conditions d'exercice de ce mandat. Dès lors, le maire ne peut plus être envisagé comme un simple gestionnaire des affaires locales, mais comme un acteur confronté à des arbitrages complexes, révélateurs des tensions propres à la démocratie territoriale contemporaine.

## **Le pouvoir normatif des collectivités territoriales (2de partie) / BOEUF Jean-Luc**

Pouvoirs locaux, 01/04/2026, n° 130, p. 43-55

Consacré par la révision constitutionnelle du 28 mars 2003 mais demeurant étroitement encadré par les exigences de l'unité de l'État et du principe d'égalité, le pouvoir normatif des collectivités territoriales peine à s'affirmer comme un véritable pouvoir d'édiction de normes générales. Cette seconde partie met en évidence les limites structurelles de cette consécration, à travers le caractère résiduel du pouvoir réglementaire local, le recours marginal aux dispositifs d'expérimentation et de différenciation, ainsi que les effets d'un enchevêtrement persistant des compétences. Voir la première partie de l'étude dans Pouvoirs locaux, n°129, novembre 2025. p. 19-30.

## **La carte des territoires à l'aune de la dénatalité française**

Pouvoirs locaux, 01/04/2026, n° 130, p. 5-7

<https://www.revuepouvoirslocaux.fr/fr/article/la-carte-des-territoires-a-l-aune-de-la-denatalite-francaise-4172>

Auditionnés le 25 février 2026 par la commission des affaires sociales du Sénat, Maxime Sbaihi, économiste et expert associé à l'Institut Montaigne, et Pauline Rossi, professeure à l'École polytechnique et membre du Conseil d'analyse économique, ont livré une analyse particulièrement dense de la baisse de la natalité. Leurs interventions convergent vers un diagnostic sans ambiguïté : la dénatalité constitue une dynamique mondiale, rapide et profonde, dont les effets économiques, sociaux et territoriaux s'inscrivent dans le temps long et échappent largement aux instruments classiques de l'action publique.

[Retour sommaire](#)

## **Gestion et valorisation des bien des personnes publiques [Dossier]**

Contrats publics : l'Actualité de la commande et des Contrats publics, 04/2026, n° 274, p. 13-64

Au sommaire :

- Le déclassement et la désaffectation des biens publics comme outil de valorisation patrimoniale - Victoria Priest
- L'occupation du domaine public comme levier de la transition écologique - Anne-Andréa Vilerio
- Le naming un mode récent de valorisation des équipements sportifs - Ludovic Cuzzi
- La mise en place d'un fonds de commerce sur le domaine public - Thomas Soulès
- La redevance d'occupation du domaine : instrument de valorisation financière des biens publics - Nawël Seghiri
- La fin des conventions d'occupation domaniale et ses conséquences - Clément Nourrisson, Félicité Bidault et Coline Bonnet-Abbou
- Les conventions d'occupation du domaine public au risque de leur requalification - Serge Pugeault
- Domaine privé des personnes publiques et mise en concurrence : pour une rationalité allocative graduée - Xavier Matharan et Maurine Petit
- La cession des biens du domaine privé « à prix minoré » - Tesnym Laïmene
- Les autorisations d'urbanisme sur le domaine public - Simon Blard Landry
- Infographie : Valorisation des domaines publics et privés - BUY THE MOON

## **Décentralisation - Les voies de l'autonomie [Dossier]**

Courrier des maires et des élus locaux (Le), 04/2026, n° 388, p. 33-64

Au sommaire :

- Rapprocher la décision des citoyens, une utopie ?
- Le retour d'un chantier à hauts risques
- Qui veut encore réformer la carte ?
- Fédéralisme : la fin d'un tabou français
- Décentraliser des compétences ciblées, un remède à l'inefficacité de l'Etat ?
- "Les élus doivent intensifier le rapport de forces avec l'Etat central" - Entretien avec Paul Magni-Berton, politiste
- Prévoyance dans la FPT : ce qu'il faut retenir de la loi du 22 décembre 2025

## **Cohésion des territoires : les défis des collectivités vus par la Cour des comptes**

Courrier des maires et des élus locaux (Le), 25/03/2026

<https://www.courrierdesmaires.fr/article/cohesion-des-territoires-les-defis-des-collectivites-vus-par-la-cour-des-comptes.59861>

Face au sentiment de relégation largement exprimé ces dernières années par nombre de Français, la Cour des comptes a décidé de consacrer son rapport public annuel 2026 à la cohésion des territoires. Elle y interroge l'efficacité des politiques publiques dans plusieurs champs d'action et notamment l'accès aux services essentiels, le développement économique et la lisibilité de l'action publique. Zoom sur trois enjeux liés : la carte des collèges, les politiques de réindustrialisation et les partenariats entre l'État et les collectivités.

<https://www.vie-publique.fr/rapport/302553-rapport-de-la-cour-des-comptes-2026-cohesion-territoriale>

[Retour sommaire](#)

## **Le contrôle des bénéficiaires des minima sociaux et les juges [Dossier]**

Revue de droit sanitaire et social, 03/2026, n° 2, p. 197-253

Au sommaire :

- L'identification de la fraude à l'allocation aux adultes handicapés devant le juge judiciaire
- L'identification de la fraude aux minima sociaux dans le contentieux administratif
- Le contrôle exercé sur la composition du foyer
- Les décisions de suspension, suppression et radiation du RSA devant le juge administratif
- Indu et émergence d'un contentieux de la responsabilité des CAF
- Algorithme de ciblage des contrôles de la CNAF et décision individuelle automatisée

## **ECONOMIE**

### **Horizon 2050 : le monde face à ses limites - Présentation du Rapport Vigie 2026**

Futuribles, 05/2026, n° 472, p. 5-27

<https://shs.cairn.info/revue-futuribles-2026-3-page-5?lang=fr&tab=texte-integral>

Publication phare de l'association Futuribles International depuis 2004, le Rapport Vigie version 2026 est paru en début d'année. Cette 14e édition propose un panorama de grandes tendances structurantes pour l'avenir, dans quatre grands champs : population et peuplements, climat et biodiversité, économie et ressources, et géopolitique. Ces grandes tendances sont souvent déjà connues et étudiées (par exemple concernant le changement climatique), mais de façon segmentée. Dans les travaux de prospective qui servent d'appui aux orientations stratégiques des organisations, elles sont souvent mentionnées comme une toile de fond mais rarement documentées précisément, ou insuffisamment mises en relation pour nourrir une réflexion utile quant à leurs implications. Ce nouveau Rapport Vigie entend pallier ces insuffisances par un travail de fond sur les grandes dynamiques en cours, dont on sait qu'il est très peu probable qu'elles s'infléchissent et qui sont porteuses de profonds bouleversements de nos conditions d'existence à l'horizon 2050.

### **Industrie. Les territoires poussent les filières à innover [Dossier]**

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 27/04/2026, n° 2813, p.34-39

<https://www.lagazettedescommunes.com/1034061/les-territoires-poussent-les-filières-a-innover/?abo=1>

Délaissant financièrement peu à peu les pôles de compétitivité et les clusters, l'Etat préfère s'appuyer sur les régions, chez lesquelles il compte trouver les moyens qui lui manquent pour développer des filières économiques.

Les acteurs publics locaux structurent leurs actions de développement économique pour parvenir à faire coopérer les entreprises du territoire, tout en attirant de potentiels concurrents afin de faire écosystème dans une logique de "coopétition".

Pour parvenir à engager une complémentarité gagnant-gagnant entre politique de développement local et national et entre entreprises concurrentes, le partage et la confiance sont des préalables indispensables. Pas si facile en temps de crise.

[Retour sommaire](#)

## ENVIRONNEMENT

### **Vers une économie ZEN (zéro émission nette) - Comment atteindre le « zéro carbone » ?**

Futuribles, 05/2026, n° 472, p. 57-65

<https://shs.cairn.info/revue-futuribles-2026-3-page-57?lang=fr>

Dans la foulée de l'article de Jérôme Boutang et Francis Charpentier présentant, dans ce numéro, la comptabilité carbone cumulative (CCC) [1], nous publions un article complémentaire de Jérôme Cazes, qui montre l'intérêt de ces calculs (comptages) pour pousser les acteurs économiques à réduire leurs émissions et cheminer ainsi vers l'atteinte des objectifs de décarbonation ou ZEN (zéro émission nette). D'une part, l'information issue de ces comptages doit, selon lui, renforcer l'efficacité de la concurrence environnementale entre acteurs économiques et les pousser, en connaissance de cause, à réduire leur impact en termes d'émissions. D'autre part, cette approche cumulative facilite le comptage partiel de l'impact environnemental et rend d'autant plus facile le reste du comptage nécessaire pour affiner l'information.

### **La comptabilité carbone cumulative (CCC) - Vers un système d'information collaboratif pour piloter la transition**

Futuribles, 05/2026, n° 472, p. 43-55

<https://shs.cairn.info/revue-futuribles-2026-3-page-43?lang=fr&tab=texte-integral>

Le 10 février 2026, le Parlement européen a voté un nouvel objectif de réduction des émissions de gaz à effet de serre pour l'Union européenne : une baisse de 90 % d'ici 2040 par rapport aux niveaux de 1990, afin de parvenir à la neutralité carbone d'ici à 2050. Cette révision de la loi climatique (discutée avec le Conseil européen qui devra la valider) confirme les ambitions de l'Europe en matière environnementale et donc la nécessité, pour tous les acteurs économiques, de renforcer leur décarbonation. Pour ce faire, il est indispensable de disposer d'une information complète et de qualité sur les émissions produites, et d'en rendre compte. À cet égard, si les obligations de reporting, de RSE (responsabilité sociale et environnementale) et d'évaluation de l'empreinte carbone des entreprises ont beaucoup progressé ces dernières années, on peine encore à estimer le véritable total des émissions générées par un produit (émissions directes liées à sa conception + émissions indirectes émanant de la chaîne de valeur en amont : fournisseurs, énergie, etc.).

### **2100 : l'avenir revisité - Un exercice collectif de prospective**

Futuribles, 05/2026, n° 472, p. 29-43

<https://shs.cairn.info/revue-futuribles-2026-3-page-29?lang=fr&tab=texte-integral>

Nous publions, dans ce numéro, un article présentant le Rapport Vigie 2026 réalisé par Futuribles International, publié en février 2026, qui se concentre sur l'étude d'une série de mégatendances structurantes pour l'avenir, et de scénarios susceptibles de s'articuler autour de ces grandes évolutions[1]. Peu après ce rapport, est paru, fin avril 2026, un autre essai de prospective portant lui aussi sur l'étude de mégatendances déterminantes pour le XXI<sup>e</sup> siècle, dans lequel les auteurs — issus notamment de la Fondation 2100, de la Société française de prospective et du réseau Université de la pluralité — proposent également une série de scénarios d'avenir. Ce sont les grands enseignements de ces travaux, détaillés dans le livre Scénarios pour le 21<sup>e</sup> siècle. Vers le pire ou le meilleur ? [2], que présentent ici Jean-Éric Aubert et Denis Lacroix.

[Retour sommaire](#)

## **Horizon 2050 : le monde face à ses limites - Présentation du Rapport Vigie 2026**

Futuribles, 05/2026, n° 472, p. 5-27

<https://shs.cairn.info/revue-futuribles-2026-3-page-5?lang=fr&tab=texte-integral>

Publication phare de l'association Futuribles International depuis 2004, le Rapport Vigie version 2026 est paru en début d'année. Cette 14<sup>e</sup> édition propose un panorama de grandes tendances structurantes pour l'avenir, dans quatre grands champs : population et peuplements, climat et biodiversité, économie et ressources, et géopolitique. Ces grandes tendances sont souvent déjà connues et étudiées (par exemple concernant le changement climatique), mais de façon segmentée. Dans les travaux de prospective qui servent d'appui aux orientations stratégiques des organisations, elles sont souvent mentionnées comme une toile de fond mais rarement documentées précisément, ou insuffisamment mises en relation pour nourrir une réflexion utile quant à leurs implications. Ce nouveau Rapport Vigie entend pallier ces insuffisances par un travail de fond sur les grandes dynamiques en cours, dont on sait qu'il est très peu probable qu'elles s'infléchissent et qui sont porteuses de profonds bouleversements de nos conditions d'existence à l'horizon 2050.

### **Foncier privé. Végétalisation : aux arbres, citoyens !**

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 27/04/2026, n° 2813

<https://www.lagazettedescommunes.com/1034034/mini-jardins-dons-darbres-les-collectivites-incitent-les-proprietaires-privés-a-vegetaliser-leurs-biens>

La végétalisation du foncier privé est l'un des leviers indispensables de l'adaptation des villes aux conséquences du changement climatique. Les collectivités ne possèdent qu'un tiers environ du foncier. Elles peuvent accompagner les propriétaires privés et les espaces résidentiels collectifs. Les leviers sont multiples : subventions pour l'achat de végétaux, dons d'arbres, créations de jardins en pied de façade, formation au jardinage. . .

### **Gaspard Kœnig, philosophe : « La transition agroécologique n'est pas un caprice de poète écolo, mais un impératif de santé publique »**

Lemonde.fr, 24/04/2026

[https://www.lemonde.fr/idees/article/2026/04/24/gaspard-k-nig-philosophe-la-transition-agroecologique-n-est-pas-un-caprice-de-poete-ecolo-mais-un-imperatif-de-sante-publique\\_6683024\\_3232.html?search-type=classic&ise\\_click\\_rank=1](https://www.lemonde.fr/idees/article/2026/04/24/gaspard-k-nig-philosophe-la-transition-agroecologique-n-est-pas-un-caprice-de-poete-ecolo-mais-un-imperatif-de-sante-publique_6683024_3232.html?search-type=classic&ise_click_rank=1)

Sur le modèle de l'humus, qui transforme la mort en vie, il serait possible de transformer la société et de fabriquer des biens de consommation recyclables, assure l'auteur dans une tribune au « Monde ».

### **Le gouvernement veut entraver le développement du solaire territorial**

Lagazettedescommunes.com – Club Techni.cités, 24/04/2026

<https://www.lagazettedescommunes.com/1034387/le-gouvernement-veut-entraver-le-developpement-du-solaire-territorial/?abo=1>

L'administration de Sébastien Lecornu entend réduire à peau de chagrin la rémunération des surplus des petites centrales photovoltaïques et obliger les promoteurs d'autoconsommation collective à consommer toute leur production.

### **Transition énergétique. Les réseaux de gaz voient l'avenir en vert**

Lagazettedescommunes.com – Club Techni.cités, 20/04/2026, n° 2812, p. 34-41

Dossier :

- Métropoles, zone périurbaines ou rurales, à chacune sa recette

[Retour sommaire](#)

## **L'aménagement des territoires à l'épreuve de l'eau**

Urbanisme, 04/2026, n° Hors-série 83, p. 25-27

Les territoires doivent compter avec l'eau comme condition de leur aménagement. Longtemps reléguée aux infrastructures techniques, cette ressource s'impose aujourd'hui comme un enjeu central. Sous l'effet du changement climatique, collectivités et Etat sont contraints de repenser leurs outils de planification, leurs modes de gouvernance et la conception même des espaces urbains.

## **Jean-Philippe Dugoin-Cément : "L'eau doit être un fil conducteur des projets de territoire" [Entretien]**

Urbanisme, 04/2026, n° Hors-série 83, p; 17-18

Entretien avec Jean-Philippe Dugoin-Cément, Président délégué de la FNAU, Vice-président de l'Institut Paris Région, du Conseil régional d'Ile-de-France, Président de Grand Paris Aménagement, de l'EPF d'Ile-de-France, et Maire de Mennecy.

## **Ecouter les cours d'eau pour connaître leur santé**

Techni.cités, 04/2026, n° 392, p. 24

Le syndicat interdépartemental pour l'assainissement de l'agglomération parisienne et Suez ont lancé, en 2023, un projet de recherche pour ausculter le milieu aquatique avec des micros. Nommé Sein'Acoustic, il vise à développer des solutions de biosurveillance grâce à un nouvel indicateur, le son.

## **9 conseils pour faciliter l'accessibilité des sites naturels**

Techni.cités, 04/2026, n° 392, p. 40-41

La Délégation ministérielle à l'accessibilité du ministère de la Transition écologique a publié un guide pour accompagner les services techniques dans la mise en accessibilité des espaces naturels. Il préconise une approche qui concilie sécurité, confort d'usage et préservation de la biodiversité.

[https://www.ecologie.gouv.fr/sites/default/files/documents/Guide\\_accessibilit%C3%A9\\_des\\_espaces\\_naturels-Enjeux\\_m%C3%A9thodes\\_et\\_solutions\\_techniques\\_0.pdf](https://www.ecologie.gouv.fr/sites/default/files/documents/Guide_accessibilit%C3%A9_des_espaces_naturels-Enjeux_m%C3%A9thodes_et_solutions_techniques_0.pdf)  
[https://www.ecologie.gouv.fr/sites/default/files/documents/Accessibilit%C3%A9\\_des\\_espaces\\_naturels-Fiches\\_techniques\\_0.pdf](https://www.ecologie.gouv.fr/sites/default/files/documents/Accessibilit%C3%A9_des_espaces_naturels-Fiches_techniques_0.pdf)

## **Réinventer la gouvernance de l'eau**

Urbanisme, 04/2026, n° HS 83, p. 39-40

Dans un contexte de crises hydriques sans précédent, l'atelier "L'eau en héritage et en partage : réinventer ensemble la gouvernance du commun" a réuni acteurs et experts pour diagnostiquer la ressource et imaginer de nouvelles approches collectives de ce bien vital.

## **Ausculter la ressource en eau, de l'humain aux rivières**

Urbanisme, 04/2026, n° HS 83, p. 7-9

En incluant les écosystèmes et leurs besoins vitaux, le partage de l'eau dépasse largement les problématiques de l'humain. repenser cette ressource comme un flux vivant, doté de droits égaux aux nôtres, annonce une révolution éthique et juridique en marche.

[↩ Retour sommaire](#)

## FINANCES PUBLIQUES / GESTION LOCALE

### **Gestion. Le " maquis " opaque de la tarification des services publics**

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 27/04/2026, n° 2813, p.14

Dans un rapport paru mi-avril, la Cour des comptes a dénoncé un pilotage à vue de la tarification dans les collectivités territoriales.

### **Le « déséquilibre financier structurel » des Départements reconnu par trois inspections**

Lagazettedescommunes.com – Club Finances, 29/04/2026

<https://www.lagazettedescommunes.com/1034803/le-desequilibre-financier-structurel-des-departements-reconnu-par-trois-inspections/>

Trois inspections générales (IGA, IGF et Igas) ont conduit ces derniers mois une "mission d'objectivation de la dynamique des dépenses sociales des départements au regard de leurs ressources", dont les grandes lignes ont été présentées à Départements de France le 22 avril dernier. Elles reconnaissent notamment qu'il existe "un déséquilibre financier structurel" chez les départements.

### **Un outil d'analyse des comptes des associations et de pilotage des aides**

Lagazettedescommunes.com – Club Finances, 28/04/2026

<https://www.lagazettedescommunes.com/1034626/un-outil-danalyse-des-comptes-des-associations-et-de-pilotage-des-aides/>

Face à des budgets de plus en plus contraints, les collectivités veillent à attribuer avec davantage de discernement leurs subventions aux associations. Un logiciel conçu et commercialisé par un agent territorial permet de les accompagner dans cette démarche. Explication.

### **Malgré la crise à la métropole d'Aix-Marseille, les finances des collectivités locales s'améliorent**

Lemonde.fr, 28/04/2026

[https://www.lemonde.fr/politique/article/2026/04/28/finances-locales-malgre-la-crise-a-aix-marseille-les-collectivites-reprennent-du-poil-de-la-bete\\_6683983\\_823448.html](https://www.lemonde.fr/politique/article/2026/04/28/finances-locales-malgre-la-crise-a-aix-marseille-les-collectivites-reprennent-du-poil-de-la-bete_6683983_823448.html)

Les communes, départements et régions ont redressé leur situation financière en 2025, grâce notamment à la hausse des taxes sur l'immobilier. La mise sous tutelle de la métropole d'Aix-Marseille montre cependant la fragilité de leur modèle économique.

### **Politique publique. Une bonne communication passe par son évaluation**

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 27/04/2026, n° 2813, p.46-47

<https://www.lagazettedescommunes.com/1034068>

L'évaluation des plans de communication permet d'objectiver leur efficacité, de progresser, ainsi que de justifier les budgets du service. Elle est utile aux communicants, mais peut être présentée aux élus, voire aux citoyens qui seraient curieux de la bonne utilisation de l'argent public. Elle s'effectue de mille manières : plus ou moins systématiquement, avec des indicateurs qualitatifs ou quantitatifs, par les agents, ou encore en externe. . .

### **Intelligence artificielle : le Grand Nancy lance deux cas d'usage en finances**

Lagazettedescommunes.com – Club Finances, 24/04/2026

<https://www.lagazettedescommunes.com/1033369>

Fiabilisation de la chaîne comptable, redéploiement des agents sur des missions à plus haute valeur ajoutée sont au cœur de la démarche d'automatisation de la gestion des tiers et de suivi des subventions par l'intelligence artificielle.

[Retour sommaire](#)

### **DCRTP : la mauvaise nouvelle du mois d'avril**

Lagazettedescommunes.com – Club Finances, 21/04/2026

<https://www.lagazettedescommunes.com/1033242/dcrtp-la-mauvaise-nouvelle-du-mois-davril/>

En 2026, l'État réduit de près de 530 millions d'euros la dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle (DCRTP). Une décision qui touche de plein fouet les budgets des collectivités qui attendent la notification de l'État.

### **Finances publiques : 6 milliards d'économies à trouver, les collectivités appelées à freiner leurs dépenses**

Lagazettedescommunes.com – Club Finances, 21/04/2026

<https://www.lagazettedescommunes.com/1034117>

Réuni le 21 avril 2026 à Bercy, le comité d'alerte des finances publiques a acté une dégradation des comptes publics pour 2026 sous l'effet de la guerre au Moyen-Orient. Le gouvernement chiffre désormais à 6 milliards d'euros le coût potentiel du conflit et prépare des gels ou annulations de crédits. Si les collectivités locales ne sont pas directement mises à contribution, elles sont appelées à gérer leurs budgets avec prudence.

### **Le besoin de financement des collectivités attendu en réduction en 2026**

Localtis.info, 22/04/2026

<https://www.banquedesterritoires.fr/le-besoin-de-financement-des-collectivites-attendu-en-reduction-en-2026?>

Le gouvernement anticipe un besoin de financement limité à 0,1% du PIB cette année pour le secteur public local. L'estimation figure dans un rapport sur la trajectoire des finances publiques que l'exécutif s'apprête à transmettre à la Commission européenne. Le résultat serait rendu possible par le ralentissement de la dépense locale.

<https://www.hcfp.fr/liste-avis/avis-ndeq2026-3-rapport-davancement-annuel-2026>

### **Flux financiers Départements-collèges : à quand des outils adaptés à l'ère de l'IA ?**

Lagazettedescommunes.com – Club Finances, 20/04/2026

<https://www.lagazettedescommunes.com/1026557/flux-financiers-departements-colleges-a-quand-des-outils-adaptes-a-lere-de-lia/>

Compétence obligatoire des Départements, les moyens de fonctionnement accordés sous forme de dotations et de subventions aux collèges mobilisent une énergie administrative inefficace. Dans la perspective de resserrer le pilotage et le contrôle des budgets alimentés par les collectivités, et de favoriser une utilisation efficace de la masse salariale, il est urgent que se développent des solutions modernes de gestion et de dialogue budgétaire et financier

### **Budgets locaux : le défi d'imprimer sa marque après les élections [début de mandat 1/5]**

Lagazettedescommunes.com – Club Finances, 10/04/2026

<https://www.lagazettedescommunes.com/1031503/budgets-locaux-le-defi-dimprimer-sa-marque-apres-les-elections/>

Après les promesses de campagne, place à la mise en œuvre des propositions ! Les mesures portées par les exécutifs nouvellement élus peuvent commencer à être ancrées dans le budget 2026, même si ce dernier a déjà été voté par la majorité précédente. À condition de respecter quelques règles. . . et de faire preuve de méthode.

[Retour sommaire](#)

## **Le Plan pluriannuel d'investissement : l'outil indispensable pour le début de mandat [Début de mandat 2/5]**

Lagazettedescommunes.com – Club Finances, 17/04/2026

<https://www.lagazettedescommunes.com/1033222/le-plan-pluriannuel-dinvestissement-loutil-indispensable-pour-le-debut-de-mandat/>

Après avoir annoncé leurs projets de campagne, le temps est venu pour les élus de s'assurer que leur programme est en adéquation avec les capacités de la commune. C'est le moment opportun pour mettre en place un plan pluriannuel d'investissement !

## **Dette : les gestionnaires locaux planchent sur leur encours avant tout nouvel emprunt [Début de mandat 3/5]**

Lagazettedescommunes.com – Club Finances, 24/04/2026

<https://www.lagazettedescommunes.com/1033413/dette-les-gestionnaires-locaux-planchent-sur-leur-encours-avant-tout-nouvel-emprunt/>

Pour les nouvelles équipes municipales, la dette est au nombre des premiers dossiers mis à plat. Examinée à la lumière des projets d'investissement, elle peut être reprofilée pour donner de nouvelles capacités d'action aux décideurs locaux.

## **Indice de prix des dépenses communales 2026**

Labanquepostale.com, 15/04/2026

<https://www.labanquepostale.com/newsroom-publications/etudes/etudes-finances-locales/communes-bloc-communal/indice-prix-depenses-communales-2026.html>

En 2025, la hausse de l'indice de prix des dépenses communales est nettement supérieure à celle de l'inflation hors tabac, qui enregistre une évolution relativement faible.

## **Fonds vert et dotations : les règles pour 2026 sont fixées**

Lagazettedescommunes.com, 13/04/2026

<https://www.lagazettedescommunes.com/1032828/fonds-vert-et-dotations-les-regles-pour-2026-sont-fixees/>

Le mode d'emploi d'attribution des dotations d'investissement local et du fonds vert a été expliqué dans une circulaire du 1er avril. En 2026, les dotations d'investissement représenteront 2 Mds€ et le Fonds vert 837 M€. Les projets financés doivent être sélectionnés d'ici le 30 juin 2026.

[https://www.legifrance.gouv.fr/circulaire/id/45656?origin=list&page=1&pageSize=10&sortValue=PUBLI\\_DATE\\_DESC&tab\\_selection=all](https://www.legifrance.gouv.fr/circulaire/id/45656?origin=list&page=1&pageSize=10&sortValue=PUBLI_DATE_DESC&tab_selection=all)

[https://aides-territoires.beta.gouv.fr/programmes/fonds-](https://aides-territoires.beta.gouv.fr/programmes/fonds-vert/?_sc=MTk0NTcwOCM0MjE1MA%3D%3D&tab=foire-aux-questions)

[vert/?\\_sc=MTk0NTcwOCM0MjE1MA%3D%3D&tab=foire-aux-questions](https://aides-territoires.beta.gouv.fr/programmes/fonds-vert/?_sc=MTk0NTcwOCM0MjE1MA%3D%3D&tab=foire-aux-questions)

## **La Cour des comptes appelle à clarifier l'offre des prêts verts**

Lagazettedescommunes.com – Club Finances, 10/04/2026

<https://www.lagazettedescommunes.com/1032551/la-cour-des-comptes-appelle-a-clarifier-loffre-des-prets-verts/>

Très en pointe dans les collectivités françaises, les prêts verts auraient un effet positif sur les investissements en faveur de la transition écologique, sans pouvoir en mesurer encore avec précision les impacts sur l'environnement, constate la Cour des comptes dans un rapport thématique publié le 9 avril.

<https://www.ccomptes.fr/sites/default/files/2026-04/20260409-Prets-verts-des-banques-publiques.pdf>

[Retour sommaire](#)

## FONCTION PUBLIQUE / STATUT

**«Monsieur le Président, protéger les lanceurs d'alerte est une exigence démocratique»** / AOUIMEUR HOURIA

Liberation.fr, 28/04/2026

[https://www.liberation.fr/idees-et-debats/tribunes/monsieur-le-president-protoger-les-lanceurs-dalerte-est-une-exigence-democratique-par-houria-aouimeur-20260428\\_WAB3ZLTZ2NBLRI2FDZFQKQ4ZLE/](https://www.liberation.fr/idees-et-debats/tribunes/monsieur-le-president-protoger-les-lanceurs-dalerte-est-une-exigence-democratique-par-houria-aouimeur-20260428_WAB3ZLTZ2NBLRI2FDZFQKQ4ZLE/)

La lanceuse d'alerte Houria Aouimeur interpelle Emmanuel Macron sur les représailles subies par ceux qui dénoncent des atteintes à l'intérêt général. Face à l'inaction de l'Etat, elle annonce la création d'un fonds de dotation européen destiné à les accompagner.

**Quel avenir pour les emplois fonctionnels de direction et les collaborateurs de cabinet ?**

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 27/04/2026, n° 2813, p.56-58

Si l'autorité territoriale est réélue et renouvelle sa confiance au directeur général des services et à ses adjoints, il n'est pas nécessaire de prendre de décision formalisée.

Au contraire, si l'autorité territoriale n'est pas réélue ou ne fait plus confiance à l'agent en poste lors du nouveau mandat, une décision devra mettre fin à ses fonctions.

La fin du mandat de l'élu, qu'elle qu'en soit la cause, entraîne de plein droit la fin des fonctions du ou des collaborateurs de cabinet, qui ne disposent pas alors des garanties prévues en cas de licenciement.

**L'organisation des concours et des examens dans la FPT [Dix questions]**

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 27/04/2026, n° 2813, p. 26-27

Ce sont les centres de gestion qui sont chargés de l'organisation de la plupart des concours et examens de la fonction publique territoriale.

Une procédure d'inscription par voie électronique sur le site internet de l'autorité organisatrice du concours ou de l'examen professionnel peut être prévue.

Hormis les concours de catégorie C, les concours d'accès aux cadres d'emplois de sapeurs-pompiers professionnels relèvent désormais des centres de gestion ou du CNFPT.

**Santé au travail. Temps partiel thérapeutique, un équilibre à trouver**

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 27/04/2026, n° 2813, p.26-28

Le temps partiel thérapeutique a fait la preuve de son efficacité pour éviter la désinsertion professionnelle et protéger la santé des agents. Mais son succès est conditionné à la capacité de la collectivité et des services à s'adapter.

**Discrétion professionnelle : peut- on être sanctionné pour avoir révélé des informations à quelqu'un habilité à en connaître ?** / GUTH Laurent

Actualité Juridique. Droit Administratif, 27/04/2026, n° 16/2026, p. 857-859

Le manquement à l'obligation de discrétion professionnelle est une faute disciplinaire.

En l'espèce, le tribunal administratif de Strasbourg juge que ne commet aucune faute un agent qui divulgue une information à un autre fonctionnaire lui-même habilité à obtenir cette information.

Tribunal administratif de Strasbourg, 23 décembre 2025, n° 2401916

<https://www.doctrine.fr/d/TA/Strasbourg/2025/TAE143D4B363C064D32C26>

[Retour sommaire](#)

### **Imputabilité au service d'une maladie de Parkinson / TORELLI Michèle**

Actualité Juridique. Droit Administratif, 20/04/2026, n° 15/2026, p. 778-780

L'imputabilité au service d'une maladie de Parkinson en raison de l'utilisation de produits phytosanitaires a été reconnue au regard des éléments scientifiques fournis, de la durée et des conditions d'exposition aux produits, ainsi que de la précocité et de l'intensité des symptômes présentés, semblables à ceux relevés chez les agriculteurs ayant contracté cette maladie à la suite d'une exposition répétée à ces produits.

Cour administrative d'appel de Toulouse, 23 décembre 2025, Commune de Combaillaux, nos 24TL01061 et 25TL00392

<https://www.legifrance.gouv.fr/ceta/id/CETATEXT000053163275>

<https://www.legifrance.gouv.fr/ceta/id/CETATEXT000053163278>

### **Statut. Tout savoir sur le cumul d'activités**

Lagazettedescommunes.com – Club Techni.cités, 20/04/2026, n° 2812, p. 56-57

Les fonctionnaires, mais aussi les agents contractuels de droit public, peuvent cumuler leurs fonctions avec une activité accessoire.

### **Attractivité des métiers du social et de la santé, un épineux sujet. Du diagnostic au traitement [Dossier]**

Info formation (L'), 15/04/2026, n° 1117, p. 9-14

600 000 postes à pourvoir d'ici 2030 pour accompagner les personnes âgées et handicapées. Et pourtant, la France forme aujourd'hui moins d'infirmières qu'il y a dix ans. Dans les Ehpad, les services à domicile, les établissements médico-sociaux, le manque de personnel est déjà cirant - et les besoins ne font qu'augmenter avec le vieillissement de la population. . . .

Au sommaire :

- Les préconisations de l'IGAS pour renforcer l'attractivité des métiers du social et de de la santé
- "Nous souhaitons développer une réponse qui s'adapte à chaque configuration locale" 3 questions à Vincent Terrade, directeur adjoint de l'appui au pilotage de l'offre de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (CNSA)
- Evolution du nombre de diplômés pour six professions du champ sanitaire et social)
- Le secteur active tous les leviers de l'attractivité

### **La diffusion de photo-montages dégradants visant des élus constitue une faute disciplinaire / BOUSQUET J.**

Actualité Juridique. Fonctions Publiques, 01/04/2026, n° 4, p. 236

Adjoint territorial d'animation, le requérant a contesté sa suspension de fonctions de quatre mois, la décision implicite rejetant sa demande indemnitaire ainsi que l'exclusion temporaire de fonctions de deux ans prises à son encontre après sa diffusion via Whatsapp de montages photos et vidéos particulièrement dégradants visant des élus (dont la maire) et anciens élus [ . . . ].

### **Quelle limite d'âge prendre en compte dans le cadre d'un détachement ?**

Actualité Juridique. Fonctions Publiques, 01/04/2026, n° 4, p. 224

Pour le Conseil d'État, l'article 33 du décret 85-986 du 16 septembre 1985 doit être interprété comme imposant à l'administration de tenir compte de la limite d'âge de l'emploi dans lequel un fonctionnaire est détaché et non celle de son emploi d'origine. L'agent détaché peut ainsi rester en activité et ses droits à pension doivent être calculés au regard des conditions de l'emploi de détachement. Conseil d'Etat, 16 octobre 2025, n°493909 (Lebon)

[Retour sommaire](#)

## **La fonction publique en 2050, no future ? / FORA-PORTHAULT Johanne, ROUBAN Luc, SIMPARA Hindati**

Actualité Juridique. Fonctions Publiques, 01/04/2026, n° 4, p. 194-198

L'AJFP initie une série de regards croisés pour investiguer les "signaux faibles du futur" qui se cachent dans les recoins de nos organisations d'aujourd'hui.

Y a-t-il un avenir pour la fonction public ? C'est l'objet de ce premier article.

## **L'action de groupe dans la Fonction publique : des échecs successifs aux perspectives renouvelées / DECAUX Manon**

Actualité Juridique. Fonctions Publiques, 01/04/2026, n° 4, p. 209-213

L'action de groupe a été intégrée au contentieux de la fonction publique en 2016. Si quelques organisations syndicales sont venues s'en saisir au cours de la dernière décennie, le mécanisme n'y a guère trouvé son souffle. [. . .]. L'outil n'est pourtant pas dépourvu d'intérêt pour les agents publics et leurs syndicats. L'évolution récente de son régime, issue de la réforme du printemps 2025, invite à reconsidérer les potentialités d'un instrument collectif encore largement inexploité.

## **Dix ans après, la "loi Déontologie" n'a pas (encore) déployé tous ses effets / BOURDON Pierre**

Actualité Juridique. Fonctions Publiques, 01/04/2026, n° 4, p. 191-193

Concrètement, la "loi Déontologie" a amélioré les comportements des agents publics d'un point de vue déontologique. Des textes et la jurisprudence ont montré une évolution de la culture déontologique après la loi du 20 avril 2016. Néanmoins, de nouvelles dispositions pourraient compléter la loi en consacrant prioritairement les principes de "conscience professionnelle", d'"honneur" et de "délicatesse".

## **Santé et sécurité au travail - Le passeport de prévention est mis à disposition des employeurs**

Informations administratives et juridiques (Les), 03/2026, n° 3, p. 18-24

Créé en 2021, le passeport de prévention connaît un déploiement progressif : d'abord ouvert aux seuls organismes de formation en 2025, il est depuis le 16 mars 2026 mis à disposition des employeurs des secteurs public et privé (sans restriction d'effectifs). Ces derniers ont, dans le cadre de leurs obligations en matière d'hygiène et sécurité, la responsabilité de s'assurer que leurs agents ont suivi les formations requises en matière de santé et de sécurité au travail (SST). Cet outil numérique doit leur permettre d'en tracer l'accomplissement.

<https://www.fonction-publique.gouv.fr/etre-agent-public/mon-quotidien-au-travail/sante-et-securite-au-travail/le-passeport-de-prevention-un-outil-cle-pour-la-sante-et-la-securite-au-travail>

## **Le congé de solidarité familiale et le congé d'adoption - De nouvelles garanties pour les agents publics**

Informations administratives et juridiques (Les), 03/2026, n° 3, p. 14-17

Un décret du 20 février 2026 modifie plusieurs dispositions relatives à la gestion des congé de solidarité familiale et du congé d'adoption. Concernant le premier dispositif, le maintien dans l'emploi des agents est garanti pendant leur absence et les modalités de réaffectation en cas de suppression ou de transformation du poste sont précisées. S'agissant du congé d'adoption, le texte encadre les modalités d'exercice du droit au congé, ainsi que les possibilités de son fonctionnement. Applicables depuis le 22 février 2026, ces nouvelles dispositions renforcent les garanties des agents.

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000053524225>

[Retour sommaire](#)

## **Le logement de fonction - Les règles de gestion [Dossier]**

Informations administratives et juridiques (Les), 03/2026, n° 3, p. 2-12

Au sommaire :

- Les caractéristiques du logement
- Le caractère gratuit ou onéreux de la concession
- Les charges liées au logement
- La qualification d'avantage en nature et ses conséquences
- Les règles de cumul

## **FORMATION**

### **Savoir remettre L'IA à sa place - Le formateur garde la main**

Inffo formation (L'), 15/04/2026, n° 1117, p. 16

Après une période d'euphorie liée aux applications de l'IA dans la formation, vient celle de l'inquiétude. L'IA ne va-t-elle pas supplanter les formateurs ? Comment la cantonner à des actions précises et remettre ce dernier au centre ? Les pistes existent.

### **Les chercheurs réinterrogent les conditions réelles d'efficacité des politiques de formation - Une nouvelle évaluation du plan d'investissement dans les compétences**

Inffo formation (L'), 15/04/2026, n° 1117, p. 2-3

Dans un nouveau rapport collectif, le Céreq propose une lecture renouvelée du plan d'investissement dans les compétences (Pic). Loin des jugements tranchés, les chercheurs mettent en lumière la complexité des trajectoires des publics et pointent les limites d'une approche centrée sur la seule employabilité individuelle.

<https://www.cereq.fr/le-plan-dinvestissement-dans-les-competences-lepreuve-de-ses-publics-et-de-ses-dispositifs>

### **Santé et sécurité au travail - Le passeport de prévention est mis à disposition des employeurs**

Informations administratives et juridiques (Les), 03/2026, n° 3, p. 18-24

Créé en 2021, le passeport de prévention connaît un déploiement progressif : d'abord ouvert aux seuls organismes de formation en 2025, il est depuis le 16 mars 2026 mis à disposition des employeurs des secteurs public et privé (sans restriction d'effectifs). Ces derniers ont, dans le cadre de leurs obligations en matière d'hygiène et sécurité, la responsabilité de s'assurer que leurs agents ont suivi les formations requises en matière de santé et de sécurité au travail (SST). Cet outil numérique doit leur permettre d'en tracer l'accomplissement.

<https://www.fonction-publique.gouv.fr/etre-agent-public/mon-quotidien-au-travail/sante-et-securite-au-travail/le-passeport-de-prevention-un-outil-cle-pour-la-sante-et-la-securite-au-travail>

### **La VAE, un levier pour répondre au défi du recrutement dans la petite enfance**

Métiers de la petite enfance, 04/2026, n° 352, p. 31-33

Entre reconnaissance, opportunité et cheminement personnel, la validation des acquis de l'expérience se révèle bien plus qu'un simple moyen de certification. Dans un secteur en tension, elle participe à la valorisation des compétences et permet surtout à chacun de devenir acteur de sa propre évolution en favorisant son pouvoir d'agir.

[↩ Retour sommaire](#)

## INFORMATION / COMMUNICATION / TIC

### **Médiateur numérique. Un accompagnement humain face à la dématérialisation**

Lagazettedescommunes.com – Club Techni.cités, 20/04/2026, n° 2812, p. 28

Alors que le métier a fait la preuve de son utilité, bon nombre de postes de médiateurs numériques sont aujourd'hui menacés par la fin des financements de l'Etat.

### **Les 5 menaces numériques pour les acteurs publics**

Urbanisme, 01/04/2026

76 % des collectivités n'ont ni PCA ni PRA.

En 2026, ce n'est plus un retard. C'est un risque critique.

Le numérique est sorti du périmètre technique.

Il est devenu un enjeu politique, budgétaire et de souveraineté.

Explosion des cyberattaques.

Dépendance aux acteurs extra-européens.

Pression réglementaire (NIS2, IA Act).

Risque de rupture des services publics.

Le problème n'est plus de savoir si une crise surviendra.

Mais si votre organisation est prête à y faire face.

### **Quand la relation de service public se dématérialise - Ajustements des usagers en précarité numérique dans la coproduction de service. / AOUAA KAMILIA, ABDELMAJID Amine**

Amine

Revue française de gestion, 03/2026, n° 327, p. 193-214

<https://shs.cairn.info/revue-francaise-de-gestion-2026-2-page-193?lang=fr>

Cet article étudie l'incidence de la digitalisation des services publics en France sur les modalités de participation des usagers en précarité & numérique à leur coproduction. L'étude ethnographique menée révèle que malgré leurs compétences digitales limitées, ces usagers parviennent à effectuer leurs démarches via des stratégies de coping mobilisant des tiers aidants. Ces stratégies génèrent cependant des externalités destructrices de valeur, tant sur le plan de l'organisation et la charge de travail qu'au niveau de l'entretien de la dépendance des usagers.

## Intelligence artificielle

### **Témoignages : « L'IA m'a grillé le cerveau » : l'intelligence artificielle est-elle une machine à burn-out ?**

Liberation.fr, 02/05/2026

[https://www.liberation.fr/economie/economie-numerique/lia-ma-grille-le-cerveau-lintelligence-artificielle-est-elle-une-machine-a-burn-out-20260502\\_RLETVOPYHFCIZK37NTLK62VICY/](https://www.liberation.fr/economie/economie-numerique/lia-ma-grille-le-cerveau-lintelligence-artificielle-est-elle-une-machine-a-burn-out-20260502_RLETVOPYHFCIZK37NTLK62VICY/)

Ils et elles sont designers, développeurs ou ingénieurs informatiques, et décrivent un brouillard mental, une fatigue cognitive ou une intensification du travail liée à l'intégration des outils d'intelligence artificielle, qui peut, dans certains cas favoriser les risques d'épuisement professionnel.

[Retour sommaire](#)

## **Stéphane Mallat, médaille d'or du CNRS : « Les IA et les humains apprennent de façon assez similaire » [Entretien]**

Liberation.fr, 01/05/2026

[https://www.liberation.fr/sciences/technologie-innovation/stephane-mallat-medaille-dor-du-cnrs-les-ia-et-les-humains-apprennent-de-facon-assez-similaire-20260501\\_DWQEAWWH2BFL5IVJBXN7JZVM4A/](https://www.liberation.fr/sciences/technologie-innovation/stephane-mallat-medaille-dor-du-cnrs-les-ia-et-les-humains-apprennent-de-facon-assez-similaire-20260501_DWQEAWWH2BFL5IVJBXN7JZVM4A/)

ChatGPT, Claude, Gemini... Les intelligences artificielles sont partout, font peur ou réjouissent, et comme souvent, le progrès technique devance la compréhension scientifique. Pour «Libé», le mathématicien ouvre la boîte noire de ces réseaux de neurones.

## **OUTRE-MER**

### **Se loger dans les Outre-mer : « La situation s'aggrave à La Réunion et dans tous les territoires ultramarins » alerte la Fondation pour le logement dans une interview exclusive**

Outremers360.com, 22/04/2026

<https://outremers360.com/bassin-atlantique-appli/dossier-1-5-se-loger-dans-les-outre-mer-la-situation-saggrave-a-la-reunion-et-dans-tous-les-territoires-ultramarins-alerte-la-fondation-pour-le-logement-dans-une-interview-exclusive>

La Fondation pour le logement (anciennement Abbé Pierre) dévoile ce matin un tout nouveau rapport sur la situation du logement à La Réunion. Pour Outremers360, Mathieu Hoarau, le directeur de l'agence régionale de La Réunion décrypte en exclusivité la situation sur l'île, où la situation s'aggrave avec plus de 150 000 personnes en situation de mal logement. À un an de la présidentielle, la Fondation pour le logement avance des pistes pour lutter contre l'habitat indigne et construire davantage de logements sociaux. Premier volet de notre dossier consacré au logement dans les Outre-mer.

<https://www.fondationpourlelogement.fr/mal-logement-a-la-reunion-les-grands-renoncements-des-pouvoirs-publics/>

### **Outre-mer. Les communes antillaises face à l'invasion des sargasses**

Lagazettedescommunes.com – Club Techni.cités, 20/04/2026, n° 2812, p. 13

Depuis 2011, les Antilles voient s'échouer toujours plus d'algues toxiques qui ont aussi un impact économique.

### **Des lieux, des gens : un regard sur l'esprit des temps. Décentralisation diplomatique sans souveraineté : le cas martiniquais**

Pouvoirs locaux, 01/04/2026, n° 130, p. 56-60

La loi no 2016-1657 du 5 décembre 2016 a doté les collectivités territoriales ultramarines relevant de l'article 73 de la Constitution d'un nouvel instrument juridique : le programme-cadre d'action extérieure. L'adoption unique d'un tel programme par la Collectivité Territoriale de Martinique (CTM) en 2023 soulève la question de son rôle dans l'autonomisation locale. Cet article analyse le programme-cadre martiniquais et démontre qu'il relève du droit souple territorial. Il n'octroie pas d'autonomie normative externe, mais instaure une autonomie fonctionnelle de programmation et de coordination interne.

[Retour sommaire](#)

## **Montée des eaux : Miquelon, quand le village déménage - La Terre au carré [Podcast]**

13/04/2026

<https://www.radiofrance.fr/franceinter/podcasts/la-terre-au-carre/la-terre-au-carre-du-lundi-13-avril-2026-2262601>

Si plusieurs habitations ont déjà été évacuées en France en raison de risques de submersion, Miquelon-Langlade est en train de se déplacer pierre par pierre et deviendra le premier village à être entièrement relocalisé. Un laboratoire unique en France face à l'urgence climatique.

## **A Saint-Paul (La Réunion), un camion abolit les distances**

Territoires du social, 04/2026, n° 568, p. 19

Le dispositif du CCAS dans tout le territoire permet d'assurer un accompagnement de proximité dans l'une des communes les plus vastes de France.

# **RESSOURCES HUMAINES / MANAGEMENT**

## **Ressources humaines**

### **Action RH et secret professionnel : les clés pour garantir la confiance / ICARD**

Mathilde, BAILLARD Bertrand

Actualité Juridique. Fonctions Publiques, 01/04/2026, n° 4, p. 214-217

La direction des ressources humaines s'affirme comme une actrice essentielle de la confiance institutionnelle, garante du secret professionnel, mais aussi exposée à des enjeux renouvelés. Au quotidien, les professionnels RH peuvent être confrontés à des questions pratiques liées à la garantie de ce secret. Quel en est le cadre juridique ? Quels en sont les enjeux pour les ressources humaines dans sa relation avec les agents, dans son rôle de représentant de l'employeur, dans sa relation avec les directions et les managers et dans son rôle de management interne à la DRH ?

## **Management**

### **Devenir chef, non merci ! Enquête sur la désertion des managers**

Alternatives économiques, 05/2026, n° 470, p. 24-37

<https://www.alternatives-economiques.fr/devenir-chef-non-merci-ces-cadres-qui-ne-veulent-pas-manager/00118101>

[La désertion des managers, 1/3] Les postes d'encadrement d'équipes n'attirent plus autant qu'avant. Superposition des tâches, manque d'autonomie et surcharge de travail freinent les élans, particulièrement chez les jeunes.

### **Espaces de discussion, travail sans patron, meilleure formation : 3 pistes pour redonner l'envie de manager**

Alternatives-economiques.fr, 24/04/2026

<https://www.alternatives-economiques.fr/espaces-de-discussion-travail-sans-patron-meilleure-formation-3-pistes-pou/00118374>

[La désertion des managers, 2/3] Pour redorer la fonction de chef, il faut améliorer l'encadrement. Des solutions pourraient être déployées en ce sens, à condition que les entreprises y soient disposées.

[Retour sommaire](#)

## **Jean Pralong : « Dans la nouvelle classe dominante, on se rêve en “leaders inspirants” plutôt qu’en managers classiques »**

Alternatives-economiques.fr, 25/04/2026

<https://www.alternatives-economiques.fr/jean-pralong-dans-la-nouvelle-classe-dominante-on-se-reve-en-leaders/00118376>

[La désertion des cadres, 3/3] Manager une équipe attire de moins en moins, c’est un fait. Bien sûr, le phénomène est à nuancer : ce désamour ne concerne pas tout le monde et tous les secteurs. Jean Pralong, enseignant-chercheur en gestion des ressources humaine à l’Ecole de management de Normandie, souligne des différences selon les milieux d’origine.

Si encadrer reste un symbole d’ascension sociale pour les classes socioprofessionnelles modestes, parmi les privilégiés, on assiste à l’émergence d’une nouvelle classe sociale dominante où l’on rêve davantage d’inspirer que de diriger.

## **SÉCURITÉ CIVILE**

### **Inondations : apprendre à prévenir et à gérer le risque**

Lagazettedescommunes.com – Club Techni.cités, 03/04/2026

[https://www.lagazettedescommunes.com/dossiers/inondations-apprendre-a-prevenir-et-a-gerer-le-risque/?utm\\_source=newsletter&utm\\_medium=email&utm\\_campaign=gazette\\_quotidienne&email={{mj:contact.ID}}&idbdd=57269](https://www.lagazettedescommunes.com/dossiers/inondations-apprendre-a-prevenir-et-a-gerer-le-risque/?utm_source=newsletter&utm_medium=email&utm_campaign=gazette_quotidienne&email={{mj:contact.ID}}&idbdd=57269)

Avec le changement climatique et la croissance de l’urbanisation, les risques d’inondations deviennent de plus en plus fréquents. Dans ce contexte, l’aménageur a un véritable rôle à jouer afin d’augmenter la résilience des territoires. Comment prévenir afin d’éviter que des catastrophes ne se produisent, ou à l’inverse, gérer le risque d’inondation lorsque celui-ci se présente ?

### **PCS et PICS : se préparer pour le jour J**

Techni.cités, 04/2026, n° 392, p. 46-47

Le plan communal de sauvegarde prépare la réponse du maire aux situations de crise.

Comment l’élaborer ? Comment l’articuler à l’échelle intercommunale ?

### **Les statistiques des services d’incendie et de secours : édition 2025 /** Direction générale de la sécurité civile et de la gestion des crises

20/04/2026

<https://www.securite-civile.interieur.gouv.fr/actualites/actualites/statistiques-des-services-d-incendie-et-de-secours>

Sapeurs-pompiers professionnels, volontaires, jeunes sapeurs-pompiers, personnes administratifs et techniques, opérations de secours et engins, la Direction générale de la Sécurité civile et de la gestion des crises présente les statistiques des services d’incendie et de secours arrêtés au 31 décembre 2025.

### **Agressions en intervention : protéger enfin les sapeurs-pompiers**

Soldats du Feu magazine, 05/2026, n° 134, p. 41-44

Quand un pompier se fait agresser en intervention, ce n’est pas seulement un agent qu’on attaque. C’est le secours qu’on fragilise. reste à savoir si le plan ministériel changera vraiment quelque chose.

[🔗 Retour sommaire](#)

## SÉCURITÉ PUBLIQUE

### "Aujourd'hui, on s'attaque à quelqu'un parce qu'il est policier municipal" : le directeur de la police municipale de Montélimar agressé témoigne

Franceinfo.fr, 03/05/2026

<https://france3-regions.franceinfo.fr/auvergne-rhone-alpes/drome/aujourd-hui-on-s-attaque-a-quelqu-un-parce-qu-il-est-policier-municipal-le-directeur-de-la-police-municipale-de-montelimar-agresse-temoigne-3344663.html>

Le directeur de la police municipale de Montélimar a été passé à tabac mercredi 29 avril 2026. L'homme a été pris à partie par une dizaine de personnes. Le policier souffre de quatre fractures au visage. Le maire de la commune condamne cette "tentative d'intimidation".

### La vidéoprotection en 50 questions

Courrier des maires et des élus locaux (Le), 05/2026, n° suppl au n° 3891, 16 p

Au sommaire :

de 1 à 22 - Cadre général de la vidéoprotection

Finalités, vidéoverbalisation, autorités compétentes, délégation de la surveillance, autorisations préalables, accès du public, commission départementale de vidéoprotection, irrégularités et sanctions. .

de 23 à 45 - Droit des données personnelles

Régime juridique, DPO, obligations, droits d'accès aux images, délais de conservation, analyses d'impact, mesures de protection, sous-traitance, reconnaissance faciale, caméras «augmentées», recours, maintenance. . .

de 46 à 50 - Dispositifs de mutualisation

Centres de supervision urbains, conventions de mutualisation dans le cadre d'un groupement collectif ou prévu par le code de la-sécurité intérieure, étendue, organisation, autorisations préfectorales. . .

### Police municipale : un texte permettant aux communes d'élargir les pouvoirs de verbalisation de ses agents adopté en commission à l'Assemblée nationale

Lemonde.fr, 29/04/2026

[https://www.lemonde.fr/societe/article/2026/04/29/la-police-municipale-voit-ses-pouvoirs-elargis-par-les-deputes\\_6684067\\_3224.html](https://www.lemonde.fr/societe/article/2026/04/29/la-police-municipale-voit-ses-pouvoirs-elargis-par-les-deputes_6684067_3224.html)

Selon le projet de loi adopté en commission, les policiers pourront, si les communes le souhaitent, verbaliser la vente à la sauvette, l'usage de stupéfiants ou l'occupation illicite de halls d'immeuble.

### Projet de loi police municipale : Laurent Nuñez précise ses intentions avant le débat à l'Assemblée nationale

Lagazettedescommunes.com – Club prévention sécurité, 28/04/2026

<https://www.lagazettedescommunes.com/1034729/projet-de-loi-police-municipale-laurent-nunez-precise-ses-intentions-avant-le-debat-a-lassemblee-nationale/>

Devant la commission des Lois de l'Assemblée nationale, le ministre de l'Intérieur Laurent Nuñez, s'est félicité le 28 avril du consensus autour du projet de loi sur les polices municipales et de l'augmentation annoncée de leurs compétences judiciaires. Il a cependant énuméré les points d'achoppement en instance et exposé les réponses qu'il souhaite y apporter. L'examen du texte en séance publique ne se tiendra pas avant juin.

[Retour sommaire](#)

**[Replay] L'intégration des personnes transgenres dans les services d'incendie et de secours et de police municipale / CENTRE NATIONAL DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE**

20/04/2026

[https://cdnemea.webrtc.adobeconnect.com/recordings/mp4/45/2495616261/10706784111/video.mp4?c\\_token=eyJhbGciOiJIUzI1NiIsInR5cCI6IkpXVCJ9.eyJyYXWQiOiIxMDcwNjc4NDExMSIsInNwYXRoljoicmVjb3JkaW5ncy9tcDQvNDUvMjQ5NTYxNjI2MS8xMDcwNjc4NDExMS92aWRlby5tcDQiLCJleHAiOiE3NzgwMDk4MDN9.KSa1xmB3uL3PP\\_ZAYISf44dWFiHdu-DPG26L3hF08s8&connect-return-url=https%3A%2F%2Fcnfpt-formation.adobeconnect.com%2Fsystem%2Ferror-cas&response-content-disposition=inline](https://cdnemea.webrtc.adobeconnect.com/recordings/mp4/45/2495616261/10706784111/video.mp4?c_token=eyJhbGciOiJIUzI1NiIsInR5cCI6IkpXVCJ9.eyJyYXWQiOiIxMDcwNjc4NDExMSIsInNwYXRoljoicmVjb3JkaW5ncy9tcDQvNDUvMjQ5NTYxNjI2MS8xMDcwNjc4NDExMS92aWRlby5tcDQiLCJleHAiOiE3NzgwMDk4MDN9.KSa1xmB3uL3PP_ZAYISf44dWFiHdu-DPG26L3hF08s8&connect-return-url=https%3A%2F%2Fcnfpt-formation.adobeconnect.com%2Fsystem%2Ferror-cas&response-content-disposition=inline)

Dans les services d'incendie et de secours comme dans les polices municipales, la prise en compte de la diversité des identités appelle à des pratiques adaptées, pour garantir la cohésion d'équipe et l'efficacité opérationnelle.

Un sujet central qui interroge directement les agents territoriaux : comment faire évoluer les modes de fonctionnement et garantir un cadre de travail inclusif ?

Pour accompagner ces évolutions, le CNFPT propose ce webinaire dédié à l'intégration des personnes transgenres dans ces environnements professionnels.

Ressources complémentaires sur la e-communauté Services d'incendie et de secours <https://e-communaut.es.cnfpt.fr/services-dincendie-et-de-secours/content/webinaire-lintegration-des-agents-transgenres-au-sein-des>

**Des départs massifs à la police municipale ?**

Parisien (Le) (édition Seine-Saint-Denis), 18/04/2026, n° 25292, supp p.VI-VII

Un mois après l'élection de Bally Bagayoko (LFI), beaucoup d'agents ne se reconnaissent pas dans leurs nouvelles missions. Des premières demandes de mutation ont été déposées.

**Le maire peut expulser les occupants sans droit ni titre du domaine public**

Police municipale & pouvoirs de police du maire, 09/04/2026, n° 176, p. 7

Le maire est souvent confronté à des occupants sans droit ni titre du domaine public : cirque qui s'installe sans autorisation, échafaudage non autorisé, terrasse qui dépasse ses limites, etc. Dans la plupart des situations, les maires doivent donc procéder à une expulsion du domaine public routier communal.

**[Replay] La prise en compte du bien-être animal lors d'une intervention - cadre juridique et partage d'expériences / CENTRE NATIONAL DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE**

17/03/2026

<https://cnfpt-formation.adobeconnect.com/pllxxd2v45ok/>

Animaux errants, agressifs, détenus dans de mauvaises conditions ou victimes de maltraitance . . . Ces situations font régulièrement partie du quotidien des sapeurs-pompiers professionnels et des policiers municipaux, parfois amenés à intervenir conjointement.

Pour accompagner ces professionnels, le CNFPT a organisé un webinaire de sensibilisation dédié à la prise en compte du bien-être animal lors des interventions. Une session pour mieux comprendre les enjeux juridiques et adapter ses pratiques face aux situations rencontrées sur le terrain.

[Retour sommaire](#)

## SOCIAL / SANTÉ

### Protection de l'enfance

#### **Périscolaire : vers un plan Marshall des collectivités contre les violences sexuelles**

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 27/04/2026, n° 2813, p.12-13

Du plan parisien contre les dérives du périscolaire à la nomination d'une déléguée à la protection des enfants à l'école, les mesures se multiplient pour conjurer le risque d'affaires d'agression sexuelle.

#### **Enfance - Violences sexuelles : l'impératif de la formation**

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 20/04/2026, n° 2812, p.42-44

Mieux les enfants connaissent les interdits protégeant leur corps, mieux les professionnels sont formés, plus le risque de violence recule. Les enfants mais aussi l'ensemble des professionnels qui les entourent sont concernés : agents, animateurs, enseignants et tous les niveaux de la hiérarchie. Assurer une prévention, dès la maternelle, visible et partagée dans tous les lieux de vie des enfants, dans une logique de continuité éducative, participe à leur sécurité.

### Petite enfance

#### **Les retards de langage chez les enfants, un sujet de préoccupation à l'ère des écrans**

Lemonde.fr, 23/04/2026

[https://www.lemonde.fr/societe/article/2026/04/23/les-retards-de-langage-chez-les-enfants-sujet-de-preoccupation-a-l-heure-des-ecrans\\_6682735\\_3224.html?search-type=classic&ise\\_click\\_rank=1](https://www.lemonde.fr/societe/article/2026/04/23/les-retards-de-langage-chez-les-enfants-sujet-de-preoccupation-a-l-heure-des-ecrans_6682735_3224.html?search-type=classic&ise_click_rank=1)

Le dépistage des troubles du langage chez les plus jeunes s'est fortement développé ces dernières années, mais les études manquent pour évaluer leur prévalence.

#### **Les troubles du sommeil : identifier et comprendre les problèmes courants**

Cahiers de la puéricultrice (Les), 04/2026, n° 393, p. 41-46

Le sommeil joue un rôle essentiel dans la santé physique et mentale de chaque individu. À chaque étape de la vie, notamment durant l'enfance et l'adolescence, les besoins en sommeil varient et sont déterminants pour le développement cognitif, émotionnel et physique. Une récente revue de littérature aborde les troubles du sommeil courants, l'impact des technologies modernes, et l'importance de diagnostiquer et traiter ces problèmes afin d'améliorer la qualité de vie des enfants.

#### **Dossier : Faire famille autrement : comprendre, accueillir et accompagner les familles queer [Dossier]**

Cahiers de la puéricultrice (Les), 04/2026, n° 393, p. 11-35

Au sommaire :

- Faire famille autrement : comprendre et accompagner les familles queers
- De la famille patriarcale à la pluralité des modèles
- Accompagner et accueillir les familles queers en petite enfance
- Regards sur les familles homopaternelles adoptives au Québec
- Les familles au pluriel, accueillir toutes les parentalités
- De l'ombre à la reconnaissance, l'acceptation de l'homosexualité dans la vie professionnelle en France

[Retour sommaire](#)

## **Grandir auprès d'un parent en souffrance psychique [Dossier]**

Ecole des parents (L'), 04/2026, n° 659, p. 25-60

<https://shs.cairn.info/revue-l-ecole-des-parents>

Il y a un an, le journaliste Nicolas Demorand révélait son combat contre la bipolarité. La parole se libère, évoquer ses difficultés psychiques n'est plus tabou. Mais la question de la parentalité reste dans l'ombre. Alors qu'on estime qu'environ un patient sur trois suivis en psychiatrie est parent, les enfants demeurent les grands oubliés du système médical.

Comment construire sa parentalité lorsque la santé mentale vacille ? Quels troubles peuvent l'entraver et de quelle manière ? Comment mieux accompagner ces enfants, premiers témoins de la souffrance de leur parent, souvent contraints d'endosser un rôle d'aidant et pourtant exclus des dispositifs de soins ? Faut-il leur parler ouvertement de la maladie ? Y a-t-il des risques de transmission de ces troubles ? Autant de questions sensibles que ce dossier propose d'explorer, à travers le regard d'experts internationaux et les témoignages des principaux concernés – parents et enfants –, car il est plus que jamais nécessaire de porter ce sujet sur le devant de la scène !

[https://www.editions-eres.com/uploads/documents/sommairepdf/20260409451804-05\\_edp659\\_sommaire\\_bat-corr\\_bd\\_planches.pdf](https://www.editions-eres.com/uploads/documents/sommairepdf/20260409451804-05_edp659_sommaire_bat-corr_bd_planches.pdf)

## **Les troubles du neurodéveloppement et la petite enfance**

Métiers de la petite enfance, 04/2026, n° 352

Nous entendons de plus en plus parler des troubles du neurodéveloppement. Les professionnels de la petite enfance font partie des personnes, avec les parents et le pédiatre, pouvant en repérer les premiers signes. Mais quels sont ces troubles ? Comment les détecter ? Partons à leur découverte au travers d'exemples concrets

## **Reconnexion de l'enfant à la nature, un mouvement en marche**

Métiers de la petite enfance, 04/2026, n° 352, p. 28-30

Alors que pendant des années, les professionnels de la petite enfance ont été, en France, formés à limiter l'accès des enfants à la nature, privilégiant la lutte pour l'hygiène et la sécurité, nous observons ces dernières années un vrai changement des représentations collectives. Les études scientifiques sur le sujet, qui jusqu'alors n'avaient pas passé la frontière, ont été prises en considération, conduisant à des rapports d'études et textes réglementaires en faveur d'une reconnexion des tout-petits à la nature dans les crèches et chez les assistantes maternelles. Ce mouvement apporte une réponse favorable aux besoins des enfants et assure leur santé et leur bien-être. Il est donc important qu'il se poursuive.

## **Travailler avec les enfants en EAJE, c'est travailler avec soi et les autres**

Métiers de la petite enfance, 04/2026, n° 352, p. 26-27

Alors que les crèches font face à une crise du recrutement sans précédent, une question centrale semble émerger : comment penser l'accompagnement des professionnels, souvent peu ou mal formés, qui rejoignent aujourd'hui les établissements d'accueil du jeune enfant ? Si les connaissances relatives au tout-petit, aux règles d'hygiène, à la réglementation ou au travail d'équipe sont fondamentales, elles ne peuvent suffire à garantir une qualité d'accueil. Car accueillir un enfant, c'est bien plus que veiller à sa sécurité ou assurer son hygiène ; c'est entrer en relation avec lui et sa famille, avec ce qu'il vit, ce qu'il sent, ce qu'il exprime, avec nos sens, parfois en silence et sans mots.

[Retour sommaire](#)

## **L'allaitement maternel en crèche [Dossier] / LACHE CHRISTEL**

Métiers de la petite enfance, 04/2026, n° 352, p. 7-24

Au sommaire :

- L'allaitement maternel au cœur des pratiques professionnelles
- Comprendre l'allaitement maternel pour mieux l'accompagner
- Allaiter, quoi de plus naturel ? Et pourtant. . .
- Accompagner l'allaitement à la crèche : recueil, conservation et distribution du lait maternel
- Quand allaitement et attachement se rencontrent
- Accueillir l'allaitement maternel en microcrèche : retour d'expérience
- Parents et professionnels : regards croisés sur l'allaitement en EAJE

## **La VAE, un levier pour répondre au défi du recrutement dans la petite enfance**

Métiers de la petite enfance, 04/2026, n° 352, p. 31-33

Entre reconnaissance, opportunité et cheminement personnel, la validation des acquis de l'expérience se révèle bien plus qu'un simple moyen de certification. Dans un secteur en tension, elle participe à la valorisation des compétences et permet surtout à chacun de devenir acteur de sa propre évolution en favorisant son pouvoir d'agir.

## **Handicap**

### **Handicap et mal-logement - La double peine [Dossier]**

FORS - recherche sociale, 01/01/2025, n° 253, p. 2-118

Le mal-logement des personnes en situation de handicap constitue aujourd'hui l'une des problématiques sociales les plus préoccupantes et ce, d'autant plus, si l'on élargit la question aux personnes en perte d'autonomie. Le vieillissement massif de la population française tout comme l'importance de la population handicapée nécessitent d'interroger de manière globale les politiques permettant l'adaptation de l'habitat aux caractéristiques et aux besoins de ses occupants.

## **Grand âge**

### **Aide à domicile - Sortir de l'ornière**

Direction(s), 05/2026, n° 252, p. 4-6

Pris en étau entre des tensions en matière de ressources humaines et des revalorisations salariales empêchées, les employeurs de l'aide à domicile, désormais confrontés à la crise énergétique, attendent un sursaut des autorités. Qui, plaident-ils, doit se traduire sur le long terme par une inévitable refonte du modèle économique.

### **Ces EHPAD revendus à des groupes associatifs**

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 27/04/2026, n° 2813

<https://www.lagazettedescommunes.com/1034038/ces-ehpad-revendus-a-des-groupes-associatifs>

Des communes cèdent au privé non lucratif leurs établissements ou services sociaux et médicosociaux. Une tendance de fond.

## **Pauvreté/Précarité**

### **Précarité : 13,5% de la population en situation de privation matérielle et sociale en 2025**

Vie-publique.fr, 16/04/2026

<https://www.vie-publique.fr/en-bref/302848-9-millions-de-personnes-en-situation-de-privation-materielle-et-sociale?>

[Retour sommaire](#)

## Santé

### **Accès aux soins. Un gynécobus assure des visites médicales dans l'arrière-pays / GARCIA CAROLINE**

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 20/04/2026, n° 2812, p. 47  
<https://www.lagazettedescommunes.com/1033509>

Un cabinet de soins mobile sillonne le haut Var à la rencontre de femmes éloignées des spécialistes.

### **Santé. Des consultations pour les tout-petits trop exposés aux écrans**

Lagazettedescommunes.com – Club Techni.cités, 20/04/2026, n° 2812, p. 46

Des puéricultrices reçoivent les enfants âgés de 0 à 6 ans trop habitués aux écrans, ainsi que leurs parents.

### **Déserts médicaux. La promesse de renforts de médecins solidaires n'est pas tenue**

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 20/04/2026, n° 2812, p. 14-15

Les médecins solidaires devaient secourir les territoires délaissés. Mais un an plus tard, le nombre de praticiens qui manifestent leur "solidarité territoriale" reste faible, malgré les bras ouverts des intercommunalités.

### **Usage des écrans et des réseaux sociaux chez les adolescents : l'Anses alerte sur des risques avérés pour la santé mentale / GNANSIA Elisabeth**

Environnement, risques & santé, 03/2026, n° 2, p. 120-122

<https://stm.cairn.info/revue-environnement-risques-et-sante-2026-2-page-115?lang=fr>

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) a publié le 12 janvier 2026 un avis scientifique consacré aux risques liés à l'usage des écrans et des réseaux sociaux chez les adolescents âgés de 12 à 17 ans. Cet avis s'appuie sur plusieurs années de travaux et sur l'analyse de plus d'un millier d'études scientifiques.

### **Rapport du Haut Conseil de la santé publique sur la santé dans toutes les politiques en France / SIMOS JEAN**

Environnement, risques & santé, 03/2026, n° 2, p. 117-120

<https://stm.cairn.info/revue-environnement-risques-et-sante-2026-2-page-115?lang=fr>

Le Haut Conseil de la santé publique (HCSP) a mis en place en 2023 un groupe de travail transversal pour mener à bien son auto-saisine visant à proposer une analyse systématique de l'impact sur la santé de politiques, programmes, projets ou mesures réglementaires. L'idée derrière cette démarche était de prôner un changement de logique, basée sur les concepts de santé dans toutes les politiques (SdTP) et de prévention primordiale, et se donner les moyens de développer des politiques publiques intégrées favorables à la qualité de vie.

Le groupe de travail, composé de 23 membres, a procédé à une dizaine d'auditions d'acteurs clés, a analysé en profondeur les caractéristiques de quatre études de cas et a rendu son rapport au début de l'été 2025 ; le HCSP l'a adopté en août 2025. Le document rappelle les enjeux impliqués dans ce changement de paradigme, il identifie les obstacles et leviers de la mise en place de la SdTP, présente la méthode d'analyse de la situation en France et l'élaboration de propositions, et avance une série de recommandations pour des politiques publiques intégrées favorables à la qualité de vie.

[Retour sommaire](#)

## **Des trop étroites "professions de santé" aux espérés "travailleurs de santé" - 2ème partie**

Revue de droit sanitaire et social, 03/2026, n° 2, p. 281-293

Le constat est désormais partagé de tous : la notion de "professions de santé" au sein du Code de la santé publique n'embrasse ni ne valorise l'ensemble des personnels agissant dans le cadre sanitaire. Pour ce faire, il est ici proposé de rechercher une nouvelle notion, plus large et dotée de critère plus objectifs : celle de "travailleurs de santé".

## **La protection publique de la santé de l'enfant / VERON PAUL**

Revue de droit sanitaire et social, 03/2026, n° 2, p. 269-279

Pilier incontournable de la protection de la santé de l'enfant ou de l'adolescent, l'intervention des pouvoirs publics apparaît protéiforme et entretient des relations complexes avec la protection de "première ligne" qui incombe aux titulaires de l'autorité parentale. L'autorité publique intervient parfois pour imposer aux parents des obligations relatives à la santé du mineur, tandis qu'elle leur confie le plus souvent le soin d'activer les droits sociaux dont ce dernier est bénéficiaire. La protection est parfois assurée par la collectivité publique de manière plus directe encore lorsqu'elle permet la prise en charge des mineurs sans ou même contre la volonté parentale, ou indépendamment de celle-ci dans le cadre de politiques de santé publique ciblées.

## **Guide du maire face aux drogues et aux conduites addictives**

04/2026, 115 p.

<https://www.drogues.gouv.fr/le-guide-du-maire-face-aux-drogues-et-aux-conduites-addictives>

Ce guide actualisé vise à leur fournir des repères opérationnels et des outils concrets pour agir efficacement face à des pratiques addictives en mutation et à un narcotrafic désormais diffus sur l'ensemble du territoire.

## **Secteur médico-social**

### **Attractivité des métiers du social et de la santé, un épineux sujet. Du diagnostic au traitement [Dossier]**

Info formation (L'), 15/04/2026, n° 1117, p. 9-14

600 000 postes à pourvoir d'ici 2030 pour accompagner les personnes âgées et handicapées. Et pourtant, la France forme aujourd'hui moins d'infirmières qu'il y a dix ans. Dans les Ehpad, les services à domicile, les établissements médico-sociaux, le manque de personnel est déjà cirant - et les besoins ne font qu'augmenter avec le vieillissement de la population...

Au sommaire :

- Les préconisations de l'IGAS pour renforcer l'attractivité des métiers du social et de la santé
- "Nous souhaitons développer une réponse qui s'adapte à chaque configuration locale" 3 questions à Vincent Terrade, directeur adjoint de l'appui au pilotage de l'offre de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (CNSA)
- Evolution du nombre de diplômés pour six professions du champ sanitaire et social)
- Le secteur active tous les leviers de l'attractivité

[Retour sommaire](#)

**IA et transformation numérique en ESSMS : révolution ou évolution maîtrisée ? /**  
JANVIER ROLAND, DUBASQUE DIDIER, GUIONIE Adrien, HOPKEN Marie-Laure, DA  
COSTA Michaël

Cahiers de l'actif (Les), 01/2026, n° 596-597, p. 7-108

<https://shs.cairn.info/revue-cahiers-de-l-actif>

Le secteur social et médico-social, comme le reste de la société, vit actuellement une transition numérique accélérée, portée notamment par des budgets colossaux pour ce secteur. Cette transformation interroge la nature même de l'accompagnement ainsi que les pratiques professionnelles, sans oublier le management des équipes. En effet, comment accompagner ces dernières à l'heure du « tout-numérique » ?

Portée par la transformation numérique, l'IA fait peu à peu son entrée dans les ESSMS et soulève des questions cruciales jusqu'ici peu ou pas abordées. L'émergence de l'IA générative, des chatbots conversationnels, des outils d'analyse prédictive et des systèmes d'aide à la décision modifie radicalement la donne. Radicalement. . . mais positivement ? Rares en effet sont les voix qui s'attaquent de manière radicale à cette question. . . ce qui à l'évidence n'est pas forcément du ressort des travailleurs sociaux.

<https://www.actif-online.com/publications/les-cahiers-de-lactif/le-dernier-numero/ia-et-transformation-numerique-en-essms-revolution-ou-evolution-maitrisee.html>

**« La mort comme solution possible entre dans l'espace social. » [Entretien] /**

LEMOUZY Laurence

Pouvoirs locaux, 01/04/2026, n° 130, p. 99-105

Entretien avec M. Dominique Reynié Professeur des universités à Sciences Po et directeur général de la Fondapol.

À travers l'ouvrage collectif qu'il a dirigé et les travaux de la Fondation qu'il préside, Dominique Reynié propose une lecture exigeante du débat sur « le droit à l'aide à mourir ».

Loin de se réduire à une question individuelle ou médicale, la légalisation de l'euthanasie et du suicide assisté engagerait, selon lui, une transformation profonde de notre rapport à la vie, à la solidarité et à l'État. Dans cet entretien, il interroge les conditions politiques d'émergence de ce débat, les ambiguïtés qui l'entourent, ainsi que les enseignements des expériences étrangères. Il met surtout en garde contre un basculement qui, sous couvert de liberté individuelle, pourrait affecter durablement les fondements anthropologiques et sociaux de la société française.

## SPORT/LOISIRS/TOURISME

### Sport

**Dérèglement climatique : les clubs sportifs plaident pour un accompagnement des collectivités**

Lagazettedescommunes.com – Club Acteurs du sport, 05/05/2026

<https://www.lagazettedescommunes.com/1035436>

Selon une enquête du Shift Project sur la transition dans le sport, les responsables de clubs estiment que les collectivités, les villes en particulier, exercent un rôle clé dans l'adaptation des équipements. Moins attendu, les deux tiers souhaiteraient que les collectivités les forment sur le sujet !

<https://theshiftproject.org/publications/grande-consultation-sport-2/>

[Retour sommaire](#)

## Déclinaison territoriale 2026 de la politique sportive - Note d'orientation de février 2026 / AGENCE NATIONALE DU SPORT

23/04/2026

[https://www.agencedusport.fr/sites/default/files/2026-04/Note%20d%27orientation%20d%C3%A9clinaison%20territoriale%202026%20-%20compressed\\_0.pdf](https://www.agencedusport.fr/sites/default/files/2026-04/Note%20d%27orientation%20d%C3%A9clinaison%20territoriale%202026%20-%20compressed_0.pdf)

La note d'orientation 2026 organise la mise en œuvre territoriale de la politique sportive nationale en consolidant le rôle structurant des Projets Sportifs Territoriaux (PST).

Elle s'inscrit dans une logique de territorialisation accrue, en confiant aux acteurs locaux, réunis au sein des conférences régionales du sport et des conférences des financeurs, un rôle déterminant dans la définition des priorités d'intervention.

Le pilotage est assuré à l'échelle régionale par les services déconcentrés de l'État, avec un objectif de co-construction entre les pouvoirs publics, le mouvement sportif et les partenaires socio-économiques.

Le document fixe des orientations stratégiques ciblées, reposant sur une allocation prioritaire des crédits en direction des territoires les plus fragiles et des publics éloignés de la pratique sportive.

Les actions financées doivent notamment contribuer au développement du parasport, à la pratique féminine, au sport-santé, à l'apprentissage des savoirs sportifs fondamentaux et à la prévention des violences et discriminations. Cette approche traduit une évolution vers une politique sportive conçue comme un levier d'inclusion sociale et d'aménagement du territoire, avec des objectifs quantifiés et une exigence renforcée d'évaluation des résultats.

### « 1000 emplois sociosportifs » : un dispositif rogné mais porteur

Lagazettedescommunes.com – Club Acteurs du sport, 23/04/2026

<https://www.lagazettedescommunes.com/1034326>

A un an de la fin du dispositif d'aide à la création de 1 000 emplois d'éducateurs sociosportifs lancé par l'État en 2024, quel bilan d'étape ? Si son ambition initiale a été réduite, son volet formation semble avoir dopé les expérimentations en cours. Une professionnalisation qui répond aux attentes croissantes des collectivités à l'égard du sociosport. Etat des lieux.

### Projets sportifs territoriaux : des objectifs inchangés, des moyens de nouveau en baisse

Localtis.info, 21/04/2026

[https://www.banquedesterritoires.fr/projets-sportifs-territoriaux-des-objectifs-inchanges-des-moyens-de-nouveau-en-baisse?pk\\_campaign=newsletter\\_hebdo&pk\\_kwd=2026-04-24&pk\\_source=Actualit%C3%A9s\\_Localt](https://www.banquedesterritoires.fr/projets-sportifs-territoriaux-des-objectifs-inchanges-des-moyens-de-nouveau-en-baisse?pk_campaign=newsletter_hebdo&pk_kwd=2026-04-24&pk_source=Actualit%C3%A9s_Localt)

L'Agence nationale du sport a dévoilé sa note de service pour la mise en œuvre des projets sportifs territoriaux 2026. Si les publics cibles et les territoires visés restent inchangés, le budget – majoritairement dévolu à l'emploi sportif – est de nouveau en baisse. Les collectivités locales sont directement concernées par plusieurs dispositifs.

[Retour sommaire](#)

## Tourisme

### **Repenser les flux touristiques : une tendance pour aujourd'hui, une nécessité pour demain**

Localtis.info, 27/04/2026

<https://www.banquedesterritoires.fr/repenser-les-flux-touristiques-une-tendance-pour-aujourd'hui-une-necessite-pour-demain>

Dans un nouveau "cahier de tendances", Paris & co se penche sur les grandes tendances du tourisme d'aujourd'hui et de demain. Au cœur des problématiques et des solutions proposées : créer de nouveaux circuits touristiques pour faire évoluer les flux dans leur dimension spatiale comme temporelle.

### **Pour les vacances 2026, les Français optent pour la proximité, avec des budgets serrés : « La situation est anxiogène, on préfère ne pas partir loin »**

Lemonde.fr, 16/04/2026

[https://www.lemonde.fr/economie/article/2026/04/16/la-situation-est-anxiogene-on-prefere-ne-pas-partir-loin-pour-les-vacances-2026-les-francais-optent-pour-la-proximite-avec-des-budgets-serres\\_6680468\\_3234.html](https://www.lemonde.fr/economie/article/2026/04/16/la-situation-est-anxiogene-on-prefere-ne-pas-partir-loin-pour-les-vacances-2026-les-francais-optent-pour-la-proximite-avec-des-budgets-serres_6680468_3234.html)

A l'heure où beaucoup planifient leurs congés d'été, la hausse des prix des carburants, les incertitudes géopolitiques et la crainte des canicules remodelent les projets de vacances.

### **La CPME lance « Cap2035 » pour transformer le tourisme en France**

26/03/2026

<https://www.tourismefrance.org/la-cpme-lance-cap2035-pour-transformer-le-tourisme-en-france/>

La CPME, dans son initiative « Cap2035 », présente un plan ambitieux pour redynamiser cette industrie essentielle. Des enjeux économiques aux défis environnementaux, cette démarche vise à positionner la France comme un leader mondial du tourisme durable.

### **Meublés de tourisme : : Une nouvelle plateforme pour renforcer l'accès des collectivités à la donnée**

Franceurbaine.org, 26/03/2026

<https://franceurbaine.org/actualites/meubles-de-tourisme-une-nouvelle-plateforme-pour-renforcer-lacces-des-collectivites-a-la-donnee/>

Dans la continuité de la loi Echaniz–Le Meur et des travaux menés de longue date par France urbaine sur la régulation des meublés de tourisme, la publication en mars 2026 des décrets relatifs à la plateforme nationale « API meublés » marque une avancée attendue. Elle concrétise un enjeu central porté par les collectivités : disposer d'un accès effectif, fiable et centralisé à la donnée.

[Retour sommaire](#)

## URBANISME / TRANSPORTS / LOGEMENT

**Légalité des modifications apportées à un PLUi en cours d'approbation** / MEISSE Eric  
Actualité Juridique. Droit Administratif, 20/04/2026, n° 15/2026, p. 787-790

En raison des prérogatives que les communes membres d'un établissement public de coopération intercommunale tiennent du code de l'urbanisme en matière d'élaboration des projets de plan local d'urbanisme intercommunal, les modifications apportées à leur demande entre l'arrêt d'un projet et son approbation définitive ne procèdent pas de l'enquête publique et sont, de ce fait, illégales.

Cour administrative d'appel de Nancy, 5 février 2026, n° 24NC00220

<https://www.legifrance.gouv.fr/ceta/id/CETATEXT000053455217>

### **Fiscalité locale : les maires hésitent à construire**

Echos (Les), 06/05/2026, n° 24707, supp p.2

Bien que la crise du logement sévisse en Ile-de-France, bâtir davantage n'est pas toujours simple pour les maires. L'arrivée de nouveaux habitants entraîne des surcoûts, tandis que les recettes fiscales supplémentaires sont faibles depuis la disparition de la taxe d'habitation.

De son côté, la Banque des Territoires et les Crous ont noué un partenariat pour pallier la pénurie de logements étudiants en Ile-de-France.

### **Crise du logement : malgré un bond des permis de construire, les professionnels du secteur restent prudents**

Maire-info.com, 29/04/2026

<https://www.maire-info.com/logement/crise-du-logement-malgre-un-bond-permis-construire-les-professionnels-du-secteur-restent-prudents-article-30746>

Avec une « forte hausse » des permis de construire et des mises en chantier au mois de mars, le gouvernement se réjouit de ce qu'il perçoit comme une « relance » du logement. Les promoteurs, eux, restent prudents face à ces « variations mensuelles » et aux conséquences du conflit au Moyen-Orient sur leur secteur.

### **Attribution des logements sociaux : le gouvernement rouvre un dossier explosif**

Courrier des maires et des élus locaux (Le), 28/04/2026

[https://www.courrierdesmaires.fr/article/attribution-des-logements-sociaux-le-gouvernement-rouvre-un-dossier-explosif.59985?utm\\_source=newsletter&utm\\_medium=email&utm\\_campaign=cdm\\_flash&mail=101177892&idbdd=2101928](https://www.courrierdesmaires.fr/article/attribution-des-logements-sociaux-le-gouvernement-rouvre-un-dossier-explosif.59985?utm_source=newsletter&utm_medium=email&utm_campaign=cdm_flash&mail=101177892&idbdd=2101928)

Le gouvernement présentera « d'ici l'été » un projet de loi mêlant réforme des règles d'attribution du logement social, rénovation urbaine et simplification des règles de construction, entres autres dispositions. Objectif : relancer la construction, notamment de logements sociaux. Un objectif consensuel sur le papier, qui ne va pourtant pas sans susciter quelques réserves... A l'heure où des millions de Français peinent à se loger face à un marché immobilier totalement grippé, certains élus et experts redoutent qu'offrir la main aux seuls maires sur la politique de peuplement de leurs communes finisse par se muer en droit de veto sur les bénéficiaires des logements sociaux, in fine. Au risque d'aggraver les difficultés des plus mal-logés, d'une part, ainsi que la ghettoïsation de certains quartiers populaires d'autre part.

[Retour sommaire](#)

## **Logement : comment les "maires bâtisseurs" gardent le cap au travers d'enjeux pluriels**

28/04/2026

<https://www.cadredeville.com/ville/logement-comment-les-maires-batisseurs-gardent-le-cap-au-travers-denjeux-pluriels>

Publiée le 23 avril 2026, l'étude "Construire en contexte métropolitain – Enquête sur le rôle des maires" est l'occasion pour l'Institut Paris Région de questionner la façon dont les communes franciliennes s'adaptent à la demande croissante de logements. Plus particulièrement, l'IPR a rencontré 7 maires de communes dites "bâtisseuses" pour comprendre pourquoi et comment elles produisent du logement en quantité et les leviers mobilisables pour renforcer cette tendance.

## **Comprendre comment les maires s'emparent de la politique publique du logement (C. Sabbah, Idheal)**

17/04/2026

<https://cities.newstank.fr/article/view/438181/comprendre-comment-maires-emparent-politique-publique-logement-sabbah.html>

Les résultats de la « parole aux maires » (sondage administré par Idheal et Cyrille Poy à la fin 2025) devraient intéresser les élu.es fraîchement désigné.es, tout comme celles et ceux à qui les électeurs et électrices ont renouvelé leur confiance. Proposé en fin de mandat aux 36 000 maires de France, ce questionnaire permet de comprendre la manière dont ces responsables politiques s'emparent de la politique publique du logement réputée encore très centralisée et souvent assurée par les intercommunalités, écrit Catherine Sabbah déléguée générale d'Idheal, dans une tribune adressée à News Tank, le 15/04/2026.

## **Renouveler l'aménagement urbain en renouvelant la structure et les procédures du droit de l'urbanisme / BAILLY Gaëtan, DADON Amélie**

Actualité Juridique. Collectivités Territoriales, 01/04/2026, n° 4, p. 201-204

La loi de simplification de novembre 2025 invite à repenser la mise en pratique du droit de l'urbanisme, tant au regard de l'intégration de projets urbains que d'un point de vue contentieux. Parmi toutes les évolutions qu'elle porte, le renforcement de "l'urbanisme projet", la multiplication des dérogations possibles aux règles locales et les compressions des procédures contentieuses, ces dernières mettent en évidence la priorité donnée à la production de logement dans une perspective de renouvellement urbain, suppose également une nouvelle vision de la mise en œuvre du droit de l'urbanisme.

## **Train : l'ouverture à la concurrence sous les fourches caudines des sénateurs**

Lagazettedescommunes.com – Club Techni.cités, 16/04/2026

<https://www.lagazettedescommunes.com/1033494/train-louverture-a-la-concurrence-sous-les-fourches-caudines-des-senateurs/?abo=1>

Marie-Claire Carrère-Gée (LR) et Hervé Maurey (Union centriste) mettent en garde sur le calendrier d'ouverture à la concurrence des TER qui n'apparaît pas tenable. Dans un rapport qui sera officiellement présenté en mai, ils alertent aussi sur les mauvaises surprises que pourrait réserver le bilan de l'ouverture du marché des TGV pour les collectivités et le contribuable.

[Retour sommaire](#)

## Infrastructures de transport : l'opération vérité du Conseil d'orientation

Lagazettedescommunes.com – Club Techni.cités, 09/04/2026

<https://www.lagazettedescommunes.com/1032533/infrastructures-de-transport-loperation-verite-du-conseil-dorientation/?abo=1>

Dans un rapport dévoilé par nos confrères de Contexte, le Conseil d'orientation des infrastructures présidé par David Valence appelle le gouvernement à respecter ses engagements budgétaires en faveur de la mobilité. Il évalue à 1,1 à 2,5 milliards supplémentaires par an, le coût des 18 plus grands projets portés par les pouvoirs publics, comme la ligne à grande vitesse Lyon-Turin ou le canal seine-Nord.

[Retour sommaire](#)

*Pour toute reproduction intégrale ou partielle du bulletin documentaire, veuillez mentionner la source - INSET Angers - dans le respect du Code de la Propriété intellectuelle*

**Bulletin documentaire**

Edité par l'INSET, rue du Nid de Pie, CS 62020, 49016 Angers Cedex 1  
[www.cnfpt.fr](http://www.cnfpt.fr)

Directrice de publication : **Alexa Rouez**  
Responsable du centre de ressources : **Bérangère Guillet**  
Conception et réalisation : **Mathilde Descamps, Bérangère Guillet**  
Tél. : 02 41 22 41 46

© 2026 CNFPT/ INSET D'ANGERS